

Non classifié

SG/LINKS(99)3/FINAL



Organisation de Coopération et de Développement Economiques
Organisation for Economic Co-operation and Development

OLIS : 23-Jul-1999
Dist. : 26-Jul-1999

PARIS

SECRETARIAT GENERAL

Or. Ang.

Non classifié
SG/LINKS(99)3/FINAL

**TIRER PLEINEMENT PARTI DES ECHANGES ET DE L'INVESTISSEMENT
POUR LE DEVELOPPEMENT**

Ce document contient la version finale du rapport, qui sera publié dans les semaines à venir.

Personne à contacter : M. John West, tél. 01 45 24 80 25 ; fax 01 45 24 79 31 ;
Courrier électronique - john.west@oecd.org.

80211

Ta. 15456 - 20.07.88 - 22.07.99

Document complet disponible sur OLIS dans son format d'origine

Complete document available on OLIS in its original format

Or. Ang.

TABLE DES MATIERES

Préface.....	3
Synthèse	4
I. Introduction.....	8
II. Mouvements en faveur de la libéralisation des échanges et de l'investissement.....	9
(i) Pays de l'OCDE	9
(ii) Economies non membres.....	10
(iii) Les deux dernières années	11
(iv) Vers un nouveau cycle de négociations.....	11
III. Bienfaits de la libéralisation des échanges et de l'investissement	13
IV. Expérience de quelques pays.....	14
(i) Corée	14
(ii) Mexique.....	17
(iii) Economies en transition	19
(iv) L'ASEAN4	21
(v) Chili	22
(vi) Les pays les moins avancés sont-ils en mesure de tirer parti de la libéralisation des échanges et de l'investissement ?	23
V. Autres défis à relever pour tirer profit de la libéralisation des échanges et de l'investissement	26
(i) Stabilité macroéconomique	26
(ii) Gestion des affaires publiques	26
(iii) Renforcement des secteurs financier et des entreprises.....	27
(iv) Développement des ressources humaines.....	28
(v) Gestion de l'ajustement	28
VI. Les échanges, l'investissement, le développement et l'environnement	29
VII. Rôle de la coopération internationale	30
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....	32

Préface

La libéralisation des échanges et de l'investissement dans les économies non membres de l'OCDE a été une tendance forte et générale de ces dernières décennies. Cependant, les crises financières qui ont éclaté en l'Asie de l'Est, en Russie et au Brésil au cours de ces deux dernières années ont ébranlé l'économie mondiale. On a pu craindre que les pays touchés par ces crises renoncent à l'ouverture aux échanges et à l'investissement, bien qu'ils aient joué un rôle moteur dans la croissance économique et le recul de la pauvreté. Les déséquilibres croissants de la balance courante dans la zone OCDE ont par ailleurs amplifié le risque de pressions protectionnistes.

Le présent rapport examine les avantages et les enjeux de la libéralisation des échanges et de l'investissement pour le développement en s'appuyant sur l'expérience d'un certain nombre de pays dans différentes régions du monde. Il apparaît que la libéralisation des échanges et de l'investissement a été bénéfique pour le développement, lorsqu'elle s'est accompagnée d'un ensemble cohérent de mesures macro-économiques et structurelles destinées à stimuler la croissance, d'un renforcement des capacités, d'une politique sociale appropriée et d'une bonne gestion des affaires publiques. De plus, en réponse aux crises financières de ces dernières années, la Corée et le Mexique ont poursuivi la libéralisation des échanges et de l'investissement ainsi que les réformes structurelles, et ces politiques aident la Corée, comme elles ont aidé le Mexique avant elle, à se redresser et à fonder son développement économique futur sur des bases plus solides.

La mondialisation de l'économie fait aujourd'hui coïncider les intérêts de tous les pays dans le sens de la mise en place de politiques et d'institutions stables propices au bon fonctionnement de l'économie de marché et d'une poursuite active de la libéralisation des échanges et de l'investissement. Des partenaires solides sont nécessaires dans le domaine des échanges et de l'investissement pour accroître la prospérité et la sécurité politique et mieux gérer l'environnement au XXI^{ème} siècle.

Dans ces conditions, le lancement d'un nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales est clairement dans l'intérêt de tous les pays. Ce cycle doit répondre aux besoins des économies en développement et en transition, afin de garantir qu'elles tirent pleinement parti, pour leur développement, de l'intégration à l'économie mondiale.

Cet ouvrage, publié sous l'autorité du Secrétaire général, vise à présenter à un public plus vaste les résultats des travaux de l'OCDE afin de contribuer à éclairer le débat public dans ce domaine important. Il fait suite au rapport établi par l'OCDE en 1998, intitulé "Pour l'ouverture des marchés", qui examine les avantages des échanges et de l'investissement pour les populations des pays de l'OCDE et pour l'ensemble du monde plus généralement. Préparé sous la direction de Kumiharu Shigehara, Secrétaire général adjoint, le présent ouvrage a pour principal auteur John West du Cabinet du Secrétaire général. Randall Jones et Benedicte Larre (Département des affaires économiques), Tom Jones (Direction de l'environnement), Richard Carey (Direction de la coopération pour le développement), Crawford Falconer, Blanka Kalinova et Raed Safadi (Direction des échanges), Steve Thomsen (Direction des affaires financières, fiscales et des entreprises) et Ulrich Hiemenz (Centre de développement) ont également apporté d'importantes contributions.

Une autre publication, intitulée "Echanges, investissement et développement : le défi de la cohérence des politiques dans une économie mondiale", qui vient compléter cet ouvrage, analyse les conditions indispensables à un développement axé sur le marché dans les domaines des politiques menées, des capacités et de la bonne gestion des affaires publiques et examine les responsabilités que les pays de l'OCDE doivent systématiquement prendre en compte s'agissant des effets de leurs propres politiques sur les économies en développement.

Synthèse

Les crises financières font naître des risques de protectionnisme...

La libéralisation des échanges et de l'investissement par les économies non membres a été une tendance dominante au sein de l'économie mondiale dans les dernières décennies. Cependant, la crainte a été exprimée que les pays frappés par les crises financières renoncent à la libéralisation des échanges et de l'investissement. Les déséquilibres croissants de la balance courante dans la zone OCDE ont par ailleurs amplifié le risque de pressions protectionnistes.

Le présent rapport examine les avantages et les enjeux de la libéralisation des échanges et de l'investissement pour le développement. Bien que ces questions soient un sujet de réflexion internationale depuis longtemps, elles occupent désormais le devant de la scène dans la perspective de la troisième réunion ministérielle de l'OMC à Seattle et de l'ouverture d'un cycle de négociations commerciales qui couvrira un grand nombre de domaines.

Le rapport conclut que la libéralisation des échanges et de l'investissement a été bénéfique pour le développement, lorsqu'elle s'est accompagnée d'un ensemble cohérent de mesures macroéconomiques et structurelles destinées à stimuler la croissance, d'un renforcement des capacités, d'une politique sociale appropriée et d'une bonne gestion des affaires publiques. De plus, les pays qui ont répondu à la crise économique par des mesures de libéralisation et des réformes structurelles ont enregistré de bons résultats. A cet égard, tous les pays ont intérêt à poursuivre activement la libéralisation des échanges et de l'investissement et à mettre en place des politiques et des institutions solides propices au bon fonctionnement de l'économie de marché.

Mouvement en faveur de la libéralisation

La libéralisation des échanges et de l'investissement a joué un rôle moteur dans le vif essor économique des pays de l'OCDE dans l'après-guerre. Dans leur sillage, beaucoup de pays en développement, puis d'économies en transition ont commencé à abandonner les stratégies fondées sur l'étatisme et l'autarcie qu'ils avaient adoptées après la guerre, et participent désormais activement aux échanges et aux investissements mondiaux.

...mais la libéralisation se poursuit face à la crise financière.

Les deux dernières années, marquées par les crises financières d'Asie de l'est, de Russie et du Brésil, n'ont pas vu de montée généralisée du protectionnisme, malgré la mise en œuvre d'un certain nombre de mesures. Au contraire, la plupart des pays touchés par la crise poursuivent la libéralisation des échanges et de l'investissement, qu'ils considèrent comme la solution à la crise et non comme sa cause.

La libéralisation des échanges et de l'investissement est mise en œuvre de façon autonome, dans le cadre d'accords d'intégration régionale ou de négociations multilatérales. La libéralisation multilatérale présente beaucoup d'autres avantages :

- Le soutien de l'opinion publique nationale est plus facile à obtenir lorsque la libéralisation s'inscrit dans un mouvement d'ensemble auquel tous les pays apportent une contribution importante ;
- Les avantages de la libéralisation peuvent être plus grands pour un pays lorsque la libéralisation se produit également dans d'autres pays ;
- Une libéralisation transparente et fondée sur des règles contraignantes est une garantie contre les pressions protectionnistes et elle peut donner plus de crédit aux efforts de libéralisation entrepris par les pays.

Les pays de l'OCDE doivent prendre l'initiative pour faire avancer la libéralisation multilatérale.

Si les pays en développement sont dans l'ensemble favorables à la libéralisation des échanges et de l'investissement, certains d'entre eux expriment encore des réserves à l'égard d'un nouveau cycle de négociations commerciales qu'ils craignent de voir dominé par les préoccupations des pays développés. Les pays de l'OCDE doivent prendre l'initiative en veillant à ce que les intérêts de tous les pays – développés, en développement et en transition – soient pris en considération. A cet égard, il incombe aux pays de l'OCDE d'évaluer l'impact de leurs politiques sur les économies en développement et en transition, en particulier pour ce qui concerne l'accès au marché. Il est également important d'appuyer le renforcement des capacités dans les pays en développement et d'accorder une priorité particulière au soutien de la croissance dans les pays les moins avancés.

Avantages et enjeux de la libéralisation des échanges et de l'investissement pour le développement

La liberté des échanges et de l'investissement est bénéfique pour le développement économique...

Les économies où les échanges et l'investissement sont libres peuvent : *i)* se spécialiser dans les secteurs où elles sont les plus performantes ; *ii)* créer des industries compétitives ; *iii)* stimuler l'investissement intérieur et étranger ; *iv)* exploiter les économies d'échelle ; et *v)* bénéficier de transferts de connaissances, de technologies et de capacités organisationnelles en accédant à de nouveaux produits et procédés.

L'expérience confirme que les performances réalisées en matière de croissance et de recul de la pauvreté par les pays en développement qui ont libéralisé leurs échanges et l'investissement comptent parmi les épisodes les plus remarquables de l'histoire du développement économique :

- Sur longue période, les économies ouvertes ont enregistré une croissance sensiblement plus rapide que celle des économies fermées.
- Si les échanges et l'investissement accélèrent la croissance, ils contribuent également au recul de la pauvreté.
- Les niveaux de revenu des économies en développement ouvertes ont eu tendance à converger vers ceux des pays développés, tandis que le retard des économies fermées s'est accentué.
- Une corrélation positive existe aussi entre une politique durable de libéralisation des échanges et de l'investissement et l'amélioration des normes fondamentales du travail.
- Les économies ouvertes ont été à même de tirer un parti bien plus grand de leur main-d'œuvre qualifiée que les économies fermées – beaucoup d'économies à forte croissance conjuguent des politiques extraverties et des taux d'alphabétisation élevés.

...lorsqu'elle s'inscrit dans un ensemble cohérent de mesures et de réformes...

Si les conclusions générales sont claires, l'expérience des pays en développement en matière de libéralisation des échanges et de l'investissement est très contrastée. Il n'existe de liberté parfaite des échanges et de l'investissement dans aucun pays. Des interventions spécifiques ont fréquemment été utilisées : dans certains cas, le succès a été manifeste, dans d'autres, l'échec a été spectaculaire. De façon générale, une ouverture relative a été progressivement mise en place. L'expérience montre que la libéralisation des échanges et de l'investissement doit s'inscrire dans un ensemble cohérent de mesures et de réformes si l'on veut en recueillir tous les fruits.

Il va sans dire que les pays en développement n'en sont pas tous au même stade de développement et il n'existe pas de solution universelle. Néanmoins, un minimum de réussite est indispensable dans les domaines suivants pour profiter des bienfaits de la libéralisation des échanges et de l'investissement : stabilité macroéconomique ; systèmes financiers solides ; gestion saine des affaires publiques et des entreprises ; développement des ressources humaines ; gestion de l'environnement ; et ajustement structurel.

... comme l'illustre l'expérience du Mexique, de la Corée et des économies en transition

Le Mexique, la Corée, quelques économies en transition et beaucoup d'autres pays encore illustrent l'importance de combiner la libéralisation des échanges et de l'investissement avec un ensemble cohérent de mesures et de réformes. Ce sont également autant d'exemples de pays qui ont su s'adapter à la crise économique grâce à la libéralisation et à des réformes structurelles.

- Lors de la crise financière de 1994, le gouvernement mexicain a réaffirmé son engagement à entreprendre des réformes. Grâce à une flexibilité accrue et une vigueur retrouvée, l'économie mexicaine s'est rapidement et brillamment relevée de la crise des années 1994-95 et le PIB du Mexique a enregistré une croissance moyenne de 5½ pour cent entre 1996 et 1998.
- La Corée a entrepris des réformes d'envergure pour surmonter sa crise financière, notamment en libéralisant les mouvements de capitaux, bien au-delà des engagements auxquels elle a souscrit lors de son adhésion à l'OCDE pour la mise en œuvre des Codes de l'OCDE. Elle perçoit dès à présent les premiers signes de reprise se font déjà sentir et le PIB de la Corée, qui a chuté de 6 pour cent en 1998, pourrait croître de 4½ pour cent en 1999.
- La résistance des économies en transition aux effets des crises financières de Russie, d'Asie de l'est et du Brésil est directement liée au succès des efforts de libéralisation que ces économies ont consentis pour diversifier leurs marchés d'exportation et pour attirer des flux d'investissement durables.

Coopération internationale

La mondialisation de l'économie fait aujourd'hui coïncider les intérêts de tous les pays...

La mondialisation de l'économie fait aujourd'hui coïncider les intérêts des pays développés et des pays en développement – dans le sens d'une poursuite active de la libéralisation des échanges et de l'investissement et de la mise en place de politiques et d'institutions stables propices au bon fonctionnement de l'économie de marché. Des partenaires solides sont nécessaires dans le domaine des échanges et de l'investissement pour accroître la prospérité et la sécurité politique et pour parvenir à la viabilité écologique au XXI^{ème} siècle.

Tous les pays – développés, en développement et en transition – agissent de concert au sein de toutes les organisations internationales, dont l'OCDE, pour promouvoir un développement durable et s'intégrer avec succès dans l'économie mondiale. L'OCDE a instauré dans de nombreux domaines un dialogue sur les politiques à suivre entre les Membres et les non-membres, en particulier pour faciliter leur bonne intégration dans le système économique international.

...pour un nouveau cycle de négociations multilatérales.

La préparation d'un nouveau grand cycle de négociations commerciales multilatérales est une priorité. Ce nouveau cycle représente un enjeu vital pour tous les pays qui souhaitent se préparer à l'économie mondiale du XXI^{ème} siècle. Les crises financières et les tensions commerciales récentes ont clairement montré que le système international a plus que jamais besoin d'une libéralisation transparente et fondée sur des règles contraignantes, pilier du développement et rempart contre les pressions protectionnistes.

TIRER PLEINEMENT PARTI DES ECHANGES ET DE L'INVESTISSEMENT POUR LE DEVELOPPEMENT

I. Introduction

1. La libéralisation des échanges et de l'investissement par les économies non-membres a été une tendance dominante au sein de l'économie mondiale dans les dernières décennies. Les économies en développement et en transition ont fait de leur mieux pour accélérer leur développement en tirant parti du dynamisme des marchés mondiaux, ainsi que des débouchés qu'ils offrent. Cependant, la crainte a été exprimée que les pays frappés par les crises financières renoncent à la libéralisation des échanges et de l'investissement. Les déséquilibres croissants de la balance courante dans la zone OCDE ont par ailleurs amplifié le risque de pressions protectionnistes. C'est dans ce contexte que le présent rapport examine les avantages et quelques-uns des principaux enjeux de la libéralisation des échanges et de l'investissement pour le développement.

2. Ces questions sont un sujet de réflexion internationale depuis un certain temps, et l'OCDE y apporte à maints égards sa contribution, grâce notamment à sa *Stratégie de partenariat pour le développement*¹. Cette stratégie intégrée vise essentiellement à aider les pays en développement à renforcer leurs propres capacités de développement, ainsi qu'à favoriser l'intégration dans l'économie mondiale, l'aide extérieure et une plus grande cohérence des politiques des pays Membres de l'OCDE sous l'angle du développement.

3. Dans le même ordre d'idées, le Président de la Banque mondiale, James Wolfensohn, a proposé de coordonner la coopération pour le développement autour d'un "*cadre de développement intégré*"². Ce sont les pays en développement eux-mêmes, et non pas les donateurs ou les organismes internationaux, qui auraient la maîtrise de ces cadres nationaux et en assureraient la gestion. Les politiques visant à poursuivre l'ouverture aux échanges et à l'investissement seraient étroitement coordonnées avec les efforts déployés dans le domaine des infrastructures matérielles, des équipements sociaux et du renforcement qualitatif de la gestion des affaires publiques et des institutions.

4. La question des échanges et de l'investissement est de nouveau sur le devant de la scène au lendemain de la crise financière mondiale et dans la perspective de la troisième réunion ministérielle de l'OMC à Seattle et de l'ouverture d'un cycle de négociations commerciales qui couvrira un grand nombre de domaines. L'importance du rôle pilote des pays de l'OCDE est mise en évidence par les hésitations de nombreux pays en développement devant la perspective d'un nouveau cycle de négociations.

5. Le rapport s'emploie à examiner les différents points suivants à la lumière de ce qui précède :

- Mouvements en faveur de la libéralisation des échanges et de l'investissement (section II).
- Bienfaits des échanges et de la libération pour le développement (section III).

1. OCDE (1996).

2. Banque mondiale (1999).

- Expérience de la Corée, du Mexique, d'économies en transition, de l'ASEAN4 (Indonésie, Malaisie, Philippines et Thaïlande), du Chili et des pays les moins avancés (PMA)³ (section IV).
- Défis à relever pour tirer parti de la libéralisation des échanges et de l'investissement (section V).
- Les échanges, l'investissement, le développement et l'environnement (section VI).
- Comment la coopération internationale, y compris au sein de l'OCDE, peut-elle consolider les bases d'un développement économique rapide et durable (section VII).

6. Le rapport conclut que l'ouverture aux échanges et à l'investissement contribue puissamment à stimuler un développement économique rapide et durable. Il paraît néanmoins clair qu'elle n'est pas à elle seule suffisante et qu'elle soulève de nombreux autres problèmes. Elle doit s'accompagner d'un ensemble cohérent de politiques macroéconomiques et structurelles destinées à stimuler la croissance, du développement des capacités, d'une politique sociale appropriée et d'une bonne gestion des affaires publiques si l'on veut en exploiter tous les avantages potentiels pour un développement économique rapide et durable.

7. Tous les pays ont intérêt à poursuivre activement la libéralisation des échanges et de l'investissement. Ils ont aussi mutuellement intérêt à mettre en place des politiques et des institutions solides propices au bon fonctionnement de l'économie de marché. La puissance économique de chaque pays dépend de celle de ses partenaires commerciaux. Les récentes crises financières ont mis en évidence l'interdépendance étroite et grandissante de toutes les économies au niveau mondial. Tous les pays coopèrent au sein de l'ensemble des organisations internationales, dont l'OCDE, pour accéder à un développement durable et pour réussir leur intégration dans l'économie mondiale.

II. Mouvements en faveur de la libéralisation des échanges et de l'investissement

(i) *Pays de l'OCDE*

8. La libéralisation des échanges et de l'investissement a joué un rôle moteur dans le vif essor économique des pays de l'OCDE dans l'après-guerre. Grâce à huit cycles de négociations commerciales multilatérales, il a été possible de ramener les tarifs douaniers moyens (pondérés par les échanges internationaux) relevant du régime de la nation la plus favorisée (NPF) et applicables aux biens de production de 40 pour cent à la fin de la Seconde Guerre mondiale à environ 5 pour cent à l'issue du cycle d'Uruguay. Les réductions tarifaires n'ont, il est vrai, pas été identiques pour l'ensemble des produits et dans les principaux secteurs.

3. Il s'agit des 48 pays figurant sur la liste des pays les moins avancés établie par l'ONU : Afghanistan, Angola, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cap-Vert, République Centrafricaine, Tchad, Comores, République démocratique du Congo, Djibouti, Guinée équatoriale, Erythrée, Ethiopie, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Haïti, Kiribati, Laos, Lesotho, Liberia, Madagascar, Malawi, Maldives, Mali, Mauritanie, Mozambique, Myanmar, Népal, Niger, Rwanda, Sao Tome et Principe, Sierra Leone, Iles Salomon, Somalie, Soudan, Tanzanie, Togo, Tuvalu, Ouganda, Vanuatu, Samoa occidentales, Yemen et Zambie. Sur les 48 pays les moins avancés, 29 sont membres de l'OMC et 9 ont le statut d'observateur.

9. Alors que des progrès substantiels ont été accomplis pour les biens de production, il reste d'importants obstacles aux échanges de produits agricoles dans la plupart des pays de l'OCDE. Les estimations de la fréquence du recours à des barrières non tarifaires ont diminué, mais il reste encore beaucoup de barrières de ce type, dont des mesures réglementaires qui peuvent avoir pour effet d'entraver les échanges⁴.

10. Les mesures en faveur de l'investissement et de la concurrence peuvent soutenir efficacement et, par conséquent, garantir un accès effectif aux marchés. Dans presque tous les pays de l'OCDE, les restrictions aux investissements directs de et à l'étranger dans le secteur manufacturier ont fortement diminué dans la dernière décennie (pour ce qui est de l'investissement, le rapport s'intéresse principalement à l'IDE qui peut être défini comme la détention d'actifs dans un pays par des résidents d'un autre pays en vue de contrôler l'utilisation de ces actifs). Les flux d'IDE en ont largement bénéficié, ce qui a contribué à mondialiser les systèmes de production. Néanmoins, nombre de barrières affectent encore le secteur des services dans la plupart des pays.

(ii) Economies non membres

11. La libéralisation des échanges et de l'investissement par les économies non-membres a été une tendance dominante au sein de l'économie mondiale dans les dernières décennies⁵. A partir des années 60 et 70, à mesure que quatre économies dynamiques d'Asie (Hong Kong, Chine ; Corée ; Singapour ; Taipei chinois) ont rapidement développé leurs exportations de produits manufacturés, la configuration des échanges et de l'investissement au niveau mondial s'est profondément modifiée. A leur suite, beaucoup d'autres économies en développement, puis en transition ont commencé à abandonner les stratégies fondées sur l'autarcie et sur l'étatisme qu'elles avaient adoptées après la guerre et elles participent désormais activement aux échanges et aux investissements mondiaux.

12. La part des pays en développement dans le commerce mondial atteint aujourd'hui 30 pour cent alors qu'elle était inférieure à 20 pour cent il y a 15 ans. Ces pays ont en outre bénéficié, surtout dans les années 90, d'une augmentation régulière de l'IDE ainsi que d'autres flux importants de capitaux privés plus liquides comme les investissements de portefeuille ou les crédits bancaires. Le rythme de l'intégration des économies en développement dans l'économie mondiale est cependant très inégal. Ainsi, la part de l'Afrique dans les échanges mondiaux ne cesse de décroître depuis la fin des années 60 et, pour l'essentiel, le continent africain n'a pas profité de la forte croissance des flux de capitaux privés et reste très tributaire de l'APD.

13. La coopération internationale entre tous les pays s'est renforcée, en particulier dans le cadre de la libéralisation des échanges mondiaux et du renforcement du système multilatéral, dont le cycle d'Uruguay et la création de l'OMC ont constitué le point d'orgue. Aujourd'hui, l'OMC compte 134 membres, dont 80 sont des économies en développement ou en transition, et plus de 20 autres économies en développement ou en transition négocient leur adhésion⁶.

4. OCDE (1999a).

5. OCDE (1997e).

6. OMC (1998a).

14. Mais jusqu'à quel point les marchés extérieurs à la zone OCDE sont-ils ouverts ? Même Hong Kong, Chine, modèle par excellence de l'économie de marché, maintient certaines mesures de restriction des échanges et de l'investissement. Dans l'ensemble, si la plupart des pays en développement ont aujourd'hui entrepris de libéraliser leurs politiques en matière d'échanges et d'investissement, les restrictions n'en restent pas moins nombreuses.

15. En moyenne, les mesures de restriction des échanges et de l'investissement sont bien plus importantes dans les pays en développement et en transition (même dans ceux qui bénéficient d'une forte croissance) que dans les pays développés. Ainsi, après les réductions du cycle d'Uruguay, la moyenne des droits de douane appliqués aux importations en provenance des pays de l'OCDE est proche de 11 pour cent dans les pays en développement et de 8 pour cent dans les économies en transition, alors que les pays de l'OCDE soumettent les importations en provenance de ces deux groupes à des droits de douane d'environ 5 et 4 pour cent respectivement⁷. L'ampleur des mesures de restriction de l'IDE et des autres flux de capitaux est également bien plus grande dans les économies non membres. Beaucoup de pays en développement et en transition opèrent une sélection dans les investissements venant de l'étranger et maintiennent des mesures étendues de contrôle des participations étrangères dans certains secteurs.

(iii) Les deux dernières années

16. Les déséquilibres des balances courantes se sont accentués dans la zone de l'OCDE au cours des deux dernières années et ils ont fait craindre un regain de protectionnisme. A la suite des crises financières qui ont frappé l'Asie de l'est, la Russie et le Brésil, des craintes ont également été exprimées quant à l'adhésion des pays en crise à l'objectif d'ouverture aux échanges et à l'investissement, mais il n'y a pas eu de montée généralisée du protectionnisme. Au contraire, la plupart des pays touchés par la crise poursuivent la libéralisation des échanges et de l'investissement, consolident leurs institutions et renforcent leurs politiques, car ils considèrent la libéralisation comme la solution à la crise et non comme sa cause.

17. Selon les estimations du FMI⁸, sur les 173 membres de cette organisation pour lesquels des données sont disponibles, 24 pays ont accru leur ouverture générale aux échanges en 1998 alors que 3 pays seulement se sont montrés globalement plus restrictifs. De ce fait, le nombre des pays dont les régimes commerciaux peuvent être classés "ouverts" est passé de 79 à 87 alors que celui des pays pouvant être classés "restrictifs" est tombé de 38 à 33 (les autres pays sont classés dans la catégorie "modérés").

(iv) Vers un nouveau cycle de négociations

18. La libéralisation des échanges et de l'investissement est mise en œuvre de façon unilatérale, dans le cadre d'accords d'intégration régionale ou de négociations multilatérales. Depuis le milieu des années 80, plus d'une soixantaine de pays en développement ont pris des mesures unilatérales de réduction des obstacles aux échanges, ce qui leur permet de bénéficier des bienfaits immédiats de la libéralisation et d'intégrer la libéralisation des échanges dans des stratégies de réforme économique cohérentes.

7. OCDE (1997e).

8. FMI (1999a).

19. La libéralisation multilatérale peut procurer des avantages complémentaires. Il peut être plus facile d'obtenir le soutien de l'opinion publique nationale lorsque la libéralisation s'inscrit dans un mouvement d'ensemble. En outre, les avantages qu'un pays peut tirer de la libéralisation sont plus grands lorsque le processus de libéralisation est entrepris également dans d'autres pays. Enfin, une libéralisation transparente et fondée sur des règles contraignantes est une garantie contre les pressions protectionnistes et elle peut donner plus de crédit aux efforts de libéralisation entrepris par les pays.

20. La prochaine conférence ministérielle de l'OMC, qui se tiendra vers la fin de 1999, examinera l'opportunité d'ouvrir un nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales. Les pays de l'OCDE plaident en faveur d'un nouveau cycle de négociations pour réduire davantage les obstacles aux échanges de biens et de services entre les pays et pour stimuler l'activité économique mondiale.

21. Les pays en développement sont dans l'ensemble favorables à la libéralisation des échanges et de l'investissement, mais certains expriment encore des réserves à l'égard d'un nouveau cycle de négociations parce qu'ils craignent que les intérêts des pays développés y prévalent. D'autres craignent qu'un nouveau cycle de négociations ne détourne l'attention sur le respect, conformément au calendrier, des engagements pris dans le cadre du cycle d'Uruguay. Il a été notamment convenu d'éliminer les quotas d'importation pour les textiles et les vêtements à l'horizon 2005 et de mettre en œuvre des lignes directrices portant sur les mesures concernant les investissements qui affectent le commerce, les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce et l'agriculture. En outre, une série de négociations spécifiques relatives aux échanges agricoles, aux échanges de services et aux aspects de la propriété intellectuelle est déjà prévue par le cycle d'Uruguay.

22. Il convient de rappeler que des réserves analogues avaient déjà été formulées avant l'ouverture du cycle d'Uruguay. Or, les pays en développement ont participé activement à ce cycle de négociations où ils ont obtenu des résultats substantiels. Ainsi, la participation de plusieurs grands pays en développement dans le groupe Cairns a été déterminante pour inclure l'agriculture dans le programme de travail. Les pays en développement ont aussi réussi à négocier l'abandon progressif de l'accord multifibres qui constituait l'une des restrictions les plus coûteuses frappant leurs exportations. Finalement, les pays en développement ont retiré du cycle d'Uruguay beaucoup plus qu'ils ne l'avaient escompté⁹.

23. Un nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales est susceptible de bénéficier grandement à tous les pays. Les pays de l'OCDE doivent prendre l'initiative en veillant à ce que les intérêts de tous les pays – développés, en développement et en transition – soient pris en considération. A cet égard, il incombe aux pays de l'OCDE d'évaluer l'impact de leurs politiques sur les économies en développement et en transition, en particulier pour ce qui concerne l'accès au marché. Il est également important de soutenir le renforcement des capacités dans les pays en développement et d'accorder une priorité particulière aux mesures propres à soutenir la croissance dans les pays les moins avancés. Les objectifs d'un nouveau cycle de négociations doivent être de réaliser une libéralisation substantielle, de renforcer et consolider davantage le cadre institutionnel et juridique de l'OMC, de faire en sorte que son programme de travail soit en adéquation avec les mutations rapides de l'économie mondiale, d'œuvrer pour le développement durable et d'assurer un système multilatéral équitable et plus ouvert, dans l'intérêt et pour le bien-être de tous les participants et de leurs populations.

9. Srinivasan (1988) et Safadi et Laird (1996).

III. Bienfaits de la libéralisation des échanges et de l'investissement pour le développement

24. Les économies dans lesquelles les échanges et l'investissement sont libres peuvent : *i)* se spécialiser dans les secteurs où elles sont les plus performantes ; *ii)* créer des industries compétitives ; *iii)* stimuler l'investissement intérieur et étranger ; *iv)* exploiter les économies d'échelle ; et *v)* bénéficier de transferts de connaissances, de technologies et de capacités organisationnelles en accédant à de nouveaux produits et procédés.

25. Il faut être prudent dans l'interprétation des analyses empiriques de la relation entre des politiques d'ouverture sur l'extérieur et le développement économique. Il y a, comme toujours, des exceptions à la règle générale. Cependant, l'expérience confirme que les performances réalisées en matière de croissance et de recul de la pauvreté par les pays en développement qui ont libéralisé leurs échanges et l'investissement comptent parmi les épisodes les plus remarquables de l'histoire du développement économique. La libéralisation des échanges et de l'investissement a bénéficié au développement, lorsqu'elle s'est accompagnée d'un ensemble cohérent de mesures macroéconomiques et structurelles destinées à stimuler la croissance, d'un renforcement des capacités, d'une politique sociale appropriée et d'une bonne gestion des affaires publiques.

- Sur longue période, les économies ouvertes ont enregistré une croissance beaucoup plus rapide que celle des économies fermées. De fait, on ne connaît pas d'exemple récent de pays qui ait connu une croissance économique forte sur la durée en privilégiant une économie "fermée". Presque toutes les études montrent qu'une politique d'ouverture aux échanges est un facteur clé de la croissance lorsqu'elle va de pair avec des politiques macroéconomiques et structurelles saines. Par exemple, une étude portant sur 89 économies en développement a montré que la croissance du revenu par habitant de 15 « économies ouvertes » s'élevait en moyenne à quelque 6 ½ pour cent sur la période 1970-1989, alors qu'elle n'était que de 0.7 pour cent dans les économies qui n'ont pas toujours été ouvertes sur cette même période¹⁰.
- Les niveaux de revenu des économies en développement « ouvertes » ont convergé vers ceux des pays développés parce que ces économies ont atteint des niveaux de croissance du revenu par habitant nettement supérieurs à la moyenne de la zone de l'OCDE (2.3 pour cent sur la période 1970-89). En revanche, les niveaux de revenu des économies fermées ont pris encore plus de retard et l'écart de revenu s'est creusé, non seulement vis-à-vis des pays en développement « ouverts », mais aussi par rapport à la moyenne de l'OCDE.
- Les avantages de la libéralisation des échanges et de l'investissement pour le développement économique ne dépendent pas du niveau de revenu initial. A tous les niveaux de développement, les économies ouvertes ont réussi à accroître leur participation au commerce mondial. L'échec de nombreux pays en développement à atteindre une croissance

10. Sachs, Jeffrey et Andrew Warner (1995). "L'ouverture" est définie de manière générale comme un abandon du système d'industrialisation étatique très protectionniste qui était le modèle économique dominant après la Seconde guerre mondiale. Une économie était réputée "fermée" lorsqu'elle présentait l'une des caractéristiques suivantes : barrières non tarifaires couvrant au moins 40 pour cent des échanges ; barrières tarifaires moyennes d'au moins 40 pour cent ; taux de change au marché noir inférieur de plus de 20 pour cent au taux de change officiel ; système économique socialiste ; monopole d'Etat sur les principales exportations.

convergeant vers celle des pays développés tient davantage à la politique suivie qu'à la faiblesse du niveau initial de développement¹¹.

- Si la libéralisation des échanges et de l'investissement stimule la croissance, il apparaît aussi que la croissance contribue au recul de la pauvreté. Ainsi, sur 88 périodes de croissance d'une décennie observées dans différents pays en développement, la croissance est allée de pair avec un recul de la pauvreté au cours de 77 périodes. En fait, le revenu des pauvres tend à croître au même rythme que le revenu moyen de l'ensemble de la population, bien qu'il y ait des cas où il progresse plus lentement ou, au contraire, plus rapidement que la moyenne. Dans les pays où les revenus sont, au départ, assez inégaux, un haut degré d'ouverture et de croissance contribue à réduire les inégalités, tandis que dans les pays où les revenus sont, au départ, assez égaux, un haut degré d'ouverture et de croissance tend à creuser les écarts¹².
- De même que la libéralisation des échanges et de l'investissement contribue au développement économique, on observe une corrélation positive, dans le temps, entre une politique durable de libéralisation des échanges et de l'investissement et une amélioration des normes fondamentales du travail¹³.

IV. Expérience de quelques pays

26. Si les conclusions générales sont claires, l'expérience des économies en développement et en transition en matière d'ouverture aux échanges et à l'investissement est très contrastée. Aucun pays ne possède de régime parfaitement ouvert aux échanges et à l'investissement. Le recours à des interventions spécifiques a été fréquent. Dans certains cas, le succès a été manifeste ; dans d'autres, l'échec a été spectaculaire. Généralement, une ouverture relative a été progressivement mise en place. L'expérience montre que la libéralisation des échanges et de l'investissement doit s'inscrire dans un ensemble cohérent de mesures et de réformes si l'on veut en cueillir tous les fruits. La libéralisation et les réformes structurelles entreprises pour faire face à la crise économique peuvent avoir des développements positifs. L'expérience de la Corée, du Mexique, de quelques économies en transition, de l'ASEAN4, du Chili et des pays les moins avancés est présentée ci-après.

(i) Corée

27. Le développement économique rapide de la Corée, tourné vers l'exportation, s'est accompagné d'interventions importantes de l'Etat sous la forme de restrictions commerciales, d'aides financières et de distribution du crédit¹⁴. Les échanges ont joué un rôle moteur puissant dans le développement du pays, que ce soit par la spécialisation de la production, les économies d'échelle, l'établissement de nouvelles activités ou l'acquisition de nouvelles technologies. Les exportateurs ont fait appel à leurs clients étrangers pour acquérir des technologies de conception des produits et pour améliorer leurs produits. Ces relations ont joué un rôle particulièrement important parce que les investissements directs de l'étranger, souvent à l'origine de transferts de technologie dans beaucoup de pays, étaient soumis à de sérieuses restrictions.

11. Low, Patrick, M. Olarraega et J. Suarez (1998).

12. Deininger, K. et L. Squire (1996).

13. OCDE (1997), OMC (1998).

14. Etudes économiques de l'OCDE : Corée, 1994, 1996, 1998.

28. Ce développement a donné naissance à deux écoles de pensée, généralement désignées sous le nom de néoclassique et de révisionniste. L'interprétation néoclassique met l'accent sur la nécessité d'asseoir l'économie sur des bases saines et attribue les résultats remarquables enregistrés par la Corée à un niveau élevé d'investissement, à une politique budgétaire saine, à des investissements importants dans l'éducation et à un degré relativement élevé d'ouverture aux marchés mondiaux. L'interprétation révisionniste, en revanche, prétend que c'est en introduisant délibérément des distorsions dans les prix et les incitations que les pouvoirs publics ont réussi à améliorer les performances du marché et à accélérer la croissance économique.

29. La structure de la croissance de la Corée au cours des trente-cinq dernières années laisse à penser que l'interventionnisme des pouvoirs publics visant à introduire des distorsions dans les prix et les incitations n'a pas été un facteur déterminant d'accélération de la croissance. Bien que le gouvernement ait mené une politique de soutien de l'industrie lourde et de l'industrie chimique, une partie de ces secteurs a du mal à soutenir la concurrence internationale, ce qui a contribué aux faiblesses qui sont à l'origine de la crise financière récente. D'autres branches, comme l'électronique, ont réussi à se développer tout en restant plus autonomes vis-à-vis de l'Etat. En outre, il est difficile de mettre en évidence des changements importants dans les performances économiques sur une longue période caractérisée par la mise en œuvre de politiques industrielles sensiblement différentes, mais aussi par une relative stabilité des données fondamentales de l'économie. L'importance accordée aux exportations comme critère d'attribution de crédits et d'autres formes d'aide publique aux entreprises est une constante de chaque phase de la politique industrielle, ce qui a limité les effets nuisibles de la distorsion des prix et des incitations. La Corée a aussi bénéficié de nombreux autres atouts, notamment la qualité de l'enseignement et le niveau élevé de l'épargne et de l'investissement.

30. Au début des années 80, lorsque le monde entier a traversé une période de récession et d'inflation, la Corée a accompagné son programme de stabilisation macro-économique d'une libéralisation de sa politique structurelle et d'une libéralisation substantielle des importations. Le gouvernement s'inquiétait des effets néfastes d'un interventionnisme généralisé sur l'efficacité économique et, en particulier, des problèmes de surinvestissement dans certains secteurs privilégiés, à la suite des investissements réalisés dans les industries lourde et chimique. Contrairement à ses intentions premières, il a limité considérablement les mesures visant à libéraliser les marchés financiers et les flux de capitaux. Les efforts de réforme se sont heurtés à la résistance de groupes d'intérêt nationaux et au manque de volonté politique.

31. La Corée a retrouvé ensuite un développement économique rapide. Bien que les exportations aient continué à jouer un rôle moteur, soutenues par le dynamisme fondamental de l'économie, le gouvernement a privilégié une politique dirigiste. Comme la crise financière récente l'a finalement montré, il en a résulté une dichotomie entre, d'une part, une croissance économique forte et, d'autre part, une rentabilité médiocre, un endettement excessif des entreprises et un système financier fragile insuffisamment contrôlé. A l'origine de ces faiblesses, on trouve les liens étroits que les banques et les entreprises entretenaient avec les pouvoirs publics et qui avaient conduit à un enchevêtrement de garanties implicites incitant à prendre des risques excessifs, à surinvestir et à négliger les risques de change et de crédit. De plus, le peu d'importance accordé au gouvernement d'entreprise a conduit les entreprises à rechercher l'effet de taille plutôt que la création de valeur pour leurs actionnaires. Tout cela a conduit à des excédents de capacité dans l'industrie lourde, à un grand nombre de créances douteuses et, finalement, aux difficultés rencontrées par le secteur bancaire.

32. Bien que la stratégie de développement mise en œuvre par le gouvernement coréen ait été couronnée de succès dans les années 70 et 80, elle s'est révélée inadaptée au climat de concurrence mondiale des années 90. Le nouveau Président de la Corée s'est servi de la crise financière pour gagner l'adhésion de la population à la réforme économique. La Corée a fait un pas en avant impressionnant en

jetant les bases d'un modèle de développement davantage fondé sur le jeu des mécanismes du marché, c'est-à-dire en ouvrant plus largement son économie aux forces de la concurrence et en améliorant l'efficacité du gouvernement d'entreprise dans les établissements financiers et dans le secteur industriel et commercial. Elle a entrepris des réformes d'envergure qui marquent une avancée substantielle dans la libéralisation des mouvements de capitaux, bien au-delà des engagements auxquels elle a souscrit lors de son adhésion à l'OCDE pour la mise en œuvre des Codes de l'OCDE.

33. La Corée se relève déjà de la crise. Le won coréen, dont la valeur était à peu près stable dans la deuxième moitié de 1998, s'est revalorisé dans la première partie de 1999. Les capitaux étrangers, y compris les investissements directs étrangers, ont commencé à revenir rapidement et le cours des actions a doublé depuis novembre 1998. Le PIB de la Corée, qui avait chuté de 6 pour cent en 1998, pourrait croître de 6 ½ pour cent en 1999. Si ces réformes s'inscrivent dans la durée et sont approfondies, la Corée devrait retrouver le chemin d'une croissance forte en tirant pleinement parti de la libéralisation des échanges et de l'investissement.

(ii) *Mexique*

34. Dans les quinze dernières années, le Mexique a vécu une transformation économique extraordinaire à tous égards¹⁵. Avant 1982, ce pays était fortement tributaire de politiques de substitution des importations qui privilégiaient l'industrialisation et le développement des infrastructures. Les industries naissantes échappaient à la concurrence des importations et le coût de cette protection était supporté par les activités économiques déjà en place.

35. Les échanges extérieurs et l'investissement étranger étaient gérés avec soin afin de protéger les industries naissantes. La surévaluation du taux de change de la monnaie nationale permettait d'importer les intrants industriels essentiels à un coût raisonnable alors que les importations moins importantes étaient soumises à des restrictions quantitatives ou purement et simplement interdites. Cette politique a certes contribué à créer une assise industrielle et à moderniser l'économie mexicaine, mais sa réussite à long terme aurait été inévitablement compromise par la taille limitée du marché intérieur et par l'inefficacité et le manque de compétitivité de certaines branches d'activité. La plupart des nouvelles industries se consacrant essentiellement à l'approvisionnement du marché intérieur, les importations ont joué un rôle limité dans la diversification de l'économie mexicaine et elles étaient principalement concentrées dans le secteur pétrolier. Au moment de la crise de la dette en 1982, la croissance était déjà entravée par les limites intrinsèques de la politique antérieure.

36. Les difficultés des années 80 (la crise de la dette a été suivie de cinq années de stagnation économique) ont incité le Mexique à adopter une stratégie de libéralisation des échanges et de l'investissement et à entreprendre d'autres réformes structurelles. La négociation d'un programme de stabilisation de la politique des revenus a facilité la lutte contre l'inflation qui a bénéficié également de mesures décisives de privatisation et de libéralisation des échanges et de l'investissement. La plupart des entreprises d'Etat ont été privatisées et de nouvelles possibilités ont été offertes aux investissements nationaux et étrangers dans le secteur des infrastructures. Une loi moderne sur la concurrence, adoptée en 1993, a créé un cadre général pour appliquer les principes de l'économie de marché. Les engagements internationaux auxquels le Mexique a souscrit lorsqu'il a adhéré au GATT, à l'APEC et à l'OCDE et lorsqu'il a signé l'ALENA et d'autres accords de libre-échange, sont venus étayer ses réformes internes.

15. OCDE (1997b), Etudes économiques de l'OCDE : Mexique, 1996, 1998, 1999.

37. La stratégie de libéralisation s'est révélée efficace. L'économie a retrouvé le chemin de la croissance, en particulier grâce aux exportations de produits manufacturés. L'inflation a continué de reculer, les importants déficits budgétaires ont été jugulés et la dette publique a été ramenée à l'un des plus bas niveaux de l'OCDE. Les investisseurs ont repris confiance et les entrées de capitaux, y compris les IDE, ont crû rapidement.

38. La balance extérieure est cependant restée le talon d'Achille de l'économie mexicaine. Malgré les efforts consentis, le Mexique a conservé une dette importante qui a nécessité de maintenir la confiance des investisseurs étrangers et nationaux. Bien qu'en baisse, le taux d'inflation est resté supérieur à celui des partenaires commerciaux du Mexique, ce qui a eu pour effet d'apprécier le taux de change réel de la monnaie mexicaine. La croissance rapide de la consommation et de l'investissement, bénéficiant de l'expansion du crédit consécutive à la réforme du secteur financier et l'afflux de capitaux, a accentué cette tendance.

39. Le déficit de la balance courante s'est creusé, passant de 3 pour cent du PIB en moyenne en 1989 et 1990 à 8 pour cent en 1994, lorsque les exportations ont commencé à faiblir et les importations à augmenter. Le peso a été ensuite soumis à des pressions grandissantes parce que les capitaux ont commencé à fuir au milieu de l'année 1994 à une époque de fortes tensions politiques internes et de taux d'intérêt élevés du dollar américain. Le gouvernement a été finalement contraint de dévaluer le peso et de le laisser flotter en décembre 1994. Le Mexique est alors entré dans sa deuxième crise financière majeure en deux décennies. Les conséquences immédiates ont été dévastatrices. La valeur du peso a perdu 76 pour cent par rapport au dollar entre décembre 1994 et mai 1995, et la Bourse s'est effondrée de 40 pour cent. En 1995, le PIB a chuté de 6.2 pour cent alors que les salaires réels, la consommation et l'investissement ont reculé davantage encore. Près de 800 000 emplois ont été perdus dans le secteur structuré de l'économie.

40. La crise financière recelait le risque d'encourager des mesures protectionnistes, mais le Mexique a réaffirmé sa ferme volonté politique de continuer les réformes. Il a signé des accords de libre-échange avec plusieurs pays d'Amérique latine et ouvert plusieurs secteurs qui étaient fermés à l'investissement étranger (comme les télécommunications et les chemins de fer). La politique du Mexique en faveur des échanges et de l'investissement a bénéficié des engagements internationaux souscrits par le pays dans le cadre de l'OMC et de l'ALENA. La rénovation du paysage politique et de la gestion des affaires publiques, ainsi qu'un programme de déréglementation à l'échelle de l'Etat visant à éliminer les multiples formes d'intervention des pouvoirs publics dans l'activité économique, ont accéléré les changements structurels. Au cours des cinq années qui ont suivi la signature de l'ALENA par le Mexique en 1993, les IDE ont atteint en moyenne 10.5 milliards de dollars par an, contre moins de 5 milliards au cours des cinq années précédentes.

41. Le programme de stabilisation du gouvernement, soutenu par l'apport de liquidités internationales, a joué un rôle déterminant dans la reprise économique. L'économie mexicaine s'est rapidement et brillamment relevée de la crise de 1994/95. Son PIB a crû de 5.6 pour cent en moyenne entre 1996 et 1998. Près de deux millions d'emplois ont été créés de la fin de 1995 à 1997, les exportations étant à l'origine de la plupart des emplois créés depuis 1995.

42. La reprise en cours depuis 1995 diffère de celle qui a suivi la crise de la dette de 1982 par un certain nombre de caractéristiques. Dans le cycle actuel, les exportations ne sont pas l'unique moteur de la croissance. L'investissement, en particulier celui des entreprises tournées à l'exportation, s'est lui aussi très rapidement accru, imité plus récemment par la consommation privée. De plus, la phase d'expansion des exportations n'a pas eu la même durée. Si, dans le premier temps des deux cycles, les producteurs mexicains ont pu réorienter leurs activités vers le secteur exportateur, la poussée des exportations au cours de la période 1982-85 s'est essoufflée dès que la demande intérieure a commencé à se redresser parce que

les capacités de production n'avaient pas été suffisamment accrues et que la base d'exportation du secteur manufacturier était trop étroite. Au cours de la phase actuelle de reprise, en revanche, les niveaux élevés de capacité créés par plusieurs années d'investissement soutenu par des entreprises travaillant pour les marchés étrangers ont permis aux exportations de poursuivre leur rapide expansion, même après le redressement de la demande intérieure. Enfin, alors que le Mexique avait eu recours à des tarifs d'importation élevés et à des quotas pour faire face à la crise de 1982, il n'a pas limité les importations lors de la dernière crise de façon à favoriser l'accès aux intrants et à faciliter la reprise.

43. La crise financière internationale et la chute des prix du pétrole en 1998 ont entraîné une dépréciation du peso et conduit le Mexique à resserrer sa politique macroéconomique à plusieurs reprises pour maintenir la confiance et enrayer la détérioration de sa balance extérieure. La croissance de la production devrait fléchir en 1999, mais elle devrait retrouver du tonus en 2000 avec la reprise progressive de la confiance sur les marchés financiers internationaux. Par rapport à la situation de 1994, le taux de change est flottant et les autorités s'emploient à stabiliser l'économie. L'année écoulée a montré que le Mexique pouvait désormais affronter des chocs extérieurs de façon plus opportune et, par conséquent, plus efficace que par le passé. En outre, compte tenu des données fondamentales saines de l'économie mexicaine, les investisseurs internationaux ont distingué le Mexique des autres pays dans le contexte de l'instabilité financière récente.

44. L'expérience du Mexique montre les développements positifs que peuvent avoir les mesures de stabilisation et de libéralisation, ainsi que les réformes structurelles entreprises pour faire face à la crise économique. Pour accroître davantage la résistance de l'économie mexicaine aux chocs extérieurs et étayer les bases d'une croissance économique durable, il reste encore beaucoup à faire, en particulier dans le secteur des infrastructures matérielles et du développement des ressources humaines qui sont susceptibles d'avoir des retombées économiques et sociales importantes.

(iii) Economies en transition

45. La libéralisation des échanges et de l'investissement a fait partie intégrante de la «première vague» de réformes économiques auxquelles les économies en transition ont procédé après la chute du régime communiste¹⁶. L'ouverture au monde extérieur était pour ces pays un moyen de surmonter les séquelles de la planification centralisée caractérisée notamment par un système de prix administrés, des distorsions de prix, des handicaps de productivité et des retards technologiques.

46. Ces mesures de libéralisation doivent cependant s'accompagner de transformations structurelles de grande ampleur afin de soutenir et d'affermir les avancées au fur et à mesure. La privatisation et la politique de la concurrence sont déterminantes parce qu'elles facilitent l'entrée de nouvelles entreprises et empêchent une concentration qui risquerait de favoriser l'émergence d'alliances protectionnistes entre les principaux producteurs. La politique de l'emploi devrait aussi soutenir la libéralisation des échanges en favorisant la mobilité des salariés, en particulier des secteurs et des entreprises non compétitifs vers les secteurs et les entreprises compétitifs au niveau international. La restructuration du système bancaire (et des marchés de capitaux d'une manière plus générale compte tenu de l'importance potentielle des flux d'investissements de portefeuille) facilite aussi la libéralisation dans la mesure où les banques qui ont un fonctionnement défectueux amoindrissent l'efficacité des opérations en devises et rendent difficile et coûteux le financement de la modernisation. Des fondements juridiques solides, s'accompagnant de réglementations commerciales claires et prévisibles, constituent une autre condition préalable à l'afflux d'investissements directs étrangers parce que l'incertitude juridique et l'insuffisance des dispositifs visant à

16. Kalinova (1998).

faire respecter les contrats dissuadent les entreprises d'investir et de moderniser leurs équipements productifs.

47. L'ampleur variable des réformes dans le domaine des échanges et de l'investissement s'explique par les différences de situation économique prévalant initialement dans chaque pays et par le type de politique mise en œuvre. Comparés aux autres pays de l'ancien bloc communiste, les pays d'Europe centrale et orientale (PECO) ont moins souffert des séquelles de la période antérieure et ont bénéficié d'une stabilisation macroéconomique plus rapide et plus efficace, ainsi que de la proximité géographique de nouveaux marchés. Tous ces facteurs ont favorisé des progrès rapides dans la libéralisation des échanges et de l'investissement.

48. Des exportations dynamiques et un afflux d'investissements directs étrangers (IDE) ont été un puissant facteur de croissance pour les PECO qui ont entrepris des réformes structurelles d'envergure. Dans les cinq dernières années, la croissance des exportations a été particulièrement forte en Hongrie (croissance annuelle moyenne de 21 pour cent), en Pologne (13 pour cent) et en République tchèque (10 pour cent). A la suite de la contraction du commerce extérieur consécutive à l'effondrement du Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM), ces pays ont su s'ouvrir les marchés occidentaux qui absorbent désormais au moins les deux tiers de leurs exportations. Ils ont aussi réussi à attirer d'importants volumes d'IDE entre 1990 et 1998 (23 milliards de dollars pour la Pologne, 17 milliards pour la Hongrie et 7 milliards pour la République tchèque), ce qui a grandement contribué à améliorer leur efficacité économique.

49. La libéralisation des échanges et de l'investissement s'est heurtée à des obstacles plus graves dans les nouveaux Etats indépendants de l'ex-Union soviétique (NEI). Alors que la plupart des PECO libéralisaient quelque peu leurs échanges avec l'Ouest depuis les années 60, l'Union soviétique restait pour l'essentiel une économie fermée. En outre, sa structure industrielle était relativement moins propice à la compétitivité internationale, compte tenu notamment de la forte concentration de son industrie militaire. Sa dépendance d'une énergie bon marché a joué également un rôle très important et elle explique en partie l'ampleur de la récession économique qui a suivi la libéralisation de 1992. En outre, la position et la législation des NEI en matière d'IDE ont soulevé plus de problèmes que dans les PECO.

50. A l'exception de la Russie, les NEI étaient moins familiarisés avec l'application des instruments de base des échanges et ils manquaient d'expérience concernant les lois et les institutions relatives aux échanges et à l'investissement. De plus, leurs progrès irréguliers en matière de stabilisation macroéconomique, les taux élevés d'inflation et l'instabilité des taux de change ont continué à brouiller les signaux de prix, empêchant ainsi les producteurs nationaux d'adopter des stratégies à long terme. Les retards apportés à la mise en œuvre des réformes structurelles – en particulier dans le domaine de la privatisation et de la politique de la concurrence – ont également freiné la libéralisation des échanges et de l'investissement du fait que les groupes de pression sectoriels puissants ayant des liens privilégiés avec le gouvernement (dans le secteur automobile, par exemple) résistent souvent aux efforts de libéralisation.

51. Le soutien des pays de l'OCDE a joué un rôle très important dans la réforme de la politique commerciale des NEI et des PECO. Entre 1990 et 1993, ces pays se sont vus accorder le bénéfice de la clause de la nation la plus favorisée et du système généralisé des préférences, tandis que la plupart des restrictions quantitatives visant les anciens pays socialistes ont été supprimées. Des accords commerciaux préférentiels ont amélioré l'accès au marché, surtout après la signature des accords globaux conclus entre dix PECO (y compris les Etats baltes) et l'Union européenne. Une série de dispositions restrictives continue néanmoins de faire obstacle aux exportations dans les PECO et les NEI. Elles sont souvent concentrées dans les secteurs «sensibles» – produits agricoles, acier, chaussures, textile et habillement – dont les échanges sont encore soumis à des barrières tarifaires et non tarifaires relativement importantes et pour lesquels certains pays en transition sembleraient disposer d'un potentiel d'exportation considérable.

52. Les performances économiques et commerciales récentes des pays en transition et, en particulier, leur capacité à résister aux effets de contagion des crises financières de Russie, d'Asie de l'est et du Brésil, sont le résultat de leurs efforts de stabilisation macroéconomique, des réformes structurelles qui ont renforcé leur résistance aux chocs et de leur aptitude à réorienter et diversifier leurs exportations, ainsi qu'à attirer des flux d'investissement durables. La Hongrie et la Pologne, par exemple, ont supporté sans trop de conséquences à long terme les secousses des marchés financiers déclenchées par la crise russe et elles ont enregistré des taux de croissance parmi les plus élevés de la zone OCDE en 1998, malgré un certain ralentissement de la croissance de leurs exportations¹⁷.

(iv) L'ASEAN4

53. L'IDE a joué un rôle important dans le développement économique de l'Indonésie, de la Malaisie, des Philippines et de la Thaïlande (ASEAN4), en particulier dans des secteurs exportateurs tels que l'électronique et l'automobile, et il a représenté une source importante et stable de capitaux au cours de la crise financière récente¹⁸. Il a contribué à transformer des économies exportatrices de produits agricoles et de matières premières en grands producteurs et exportateurs de produits manufacturés. Ces quatre pays de l'ASEAN sont devenus collectivement l'une des principales destinations de l'IDE en dehors de la zone de l'OCDE.

54. L'IDE, comme les autres flux de capitaux, offre la possibilité de développer l'investissement au-delà de ce que permettrait la seule épargne intérieure. En outre, il peut renforcer la concurrence dans l'économie et faciliter les apports d'idées, d'innovations, de compétences spécialisées et d'autres formes de technologie. Les entreprises multinationales, avec leurs réseaux mondiaux de filiales, peuvent aussi canaliser les exportations du pays d'accueil vers des filiales implantées ailleurs, par le biais d'échanges internes. Cependant, l'expérience montre que l'IDE ne procure pas toujours automatiquement ces avantages.

55. Ces quatre pays de l'ASEAN ont, à des degrés divers, accueilli favorablement les investissements étrangers en raison de la contribution qu'ils apportent à leurs exportations. De fait, des mesures énergiques ont été prises pour tenter de promouvoir les investissements tournés vers l'exportation, en particulier dans les zones franches pour l'industrie d'exportation, où l'investissement bénéficie, dans les quatre pays, de nombreuses incitations telles que des autorisations automatiques, la possibilité d'acquérir des propriétés foncières, l'établissement de filiales à cent pour cent, des exonérations fiscales et l'importation de composants en franchise.

56. Cela a cependant conduit à une attitude dualiste des pouvoirs publics à l'égard de l'investissement étranger. Malgré leur ouverture aux projets destinés à développer les exportations, ces pays appliquent encore de nombreuses restrictions à l'investissement étranger pour les projets tournés vers le marché intérieur. Tous les quatre continuent d'opérer une sélection parmi les investissements étrangers. Certains secteurs sont interdits aux investisseurs étrangers ; dans les autres, les participations étrangères dans les entreprises locales sont souvent limitées ; enfin, l'accès à la propriété foncière est parfois restreint.

57. Ces restrictions ont servi à protéger les producteurs locaux peu efficaces, à limiter le contenu local des exportations et à faire obstacle aux transferts potentiels de technologie. Ces quatre pays de l'ASEAN n'ont pas toujours réussi à transformer le potentiel économique apporté par l'IDE en une croissance plus durable, fondée sur les capacités locales existantes. Le transfert de technologie s'opère, pour une large part, au niveau des entreprises, les entreprises locales coopérant avec des investisseurs

17. OCDE (1999a).

18. OCDE (1999c).

étrangers en tant que partenaires dans une co-entreprise ou en tant que fournisseurs. Les efforts déployés par les pouvoirs publics pour développer ces liens n'ont pas souvent été couronnés de succès. Les médiocres résultats obtenus en matière de transfert de technologie s'expliquent aussi par le fait que la main-d'œuvre et les cadres locaux sont mal préparés à utiliser les technologies étrangères. En somme, une ouverture sélective à l'investissement étranger et les déficiences de l'action gouvernementale dans d'autres domaines empêchent de tirer pleinement profit de l'ouverture aux échanges et à l'investissement.

58. Un certain nombre de réformes ont été engagées à la suite de la crise. Il est cependant surprenant (compte tenu de la nécessité d'importer d'urgence des capitaux et de recapitaliser les entreprises locales) de voir à quel point il est difficile de faire adopter une loi par le parlement – les entreprises locales opposant parfois une résistance considérable à tout changement. Par ailleurs, les responsables gouvernementaux, préoccupés par la gestion de la crise, risquent d'accorder moins d'attention au développement des ressources humaines et des infrastructures.

(v) *Chili*

59. Aucun autre pays n'illustre peut-être mieux que le Chili le processus rapide et difficile de transformation politique et économique qui s'est déroulé en Amérique latine au cours des deux dernières décennies¹⁹. Jusqu'au début des années 70, ce pays a poursuivi pendant quatre décennies une stratégie de remplacement des importations qui s'est traduite par des résultats économiques de plus en plus médiocres et des déséquilibres macroéconomiques croissants. Il a connu deux périodes de réformes structurelles profondes (y compris dans le domaine des échanges et de l'investissement) et d'efforts de stabilisation macroéconomique (1975-80, puis de 1986 à nos jours), entrecoupées par une crise financière (1980-82) pendant laquelle le gouvernement est revenu sur certaines réformes et a accordé la priorité aux mesures de stabilisation.

60. En 1974-75, le gouvernement chilien a lancé un remarquable programme de libéralisation des échanges et de l'investissement. Il a également engagé beaucoup d'autres actions telles que la privatisation, la déréglementation, l'abolition du système de taux de change multiples et le resserrement de la politique budgétaire. En 1979, il a commencé à aligner le taux de change nominal sur le dollar pour se prémunir contre l'inflation. Toutefois, comme l'inflation intérieure est restée supérieure à l'inflation internationale, le taux de change s'est progressivement apprécié en termes réels. La surévaluation progressive de la monnaie chilienne a freiné les exportations et ralenti le processus d'ajustement dans les secteurs en concurrence avec les importations, si bien que le déficit de la balance courante a atteint des niveaux records.

61. L'alignement du taux de change sur une devise peut contribuer à restaurer la confiance dans une monnaie et encourager le rapatriement des capitaux. Il doit cependant être étayé par des mesures budgétaires et structurelles appropriées, faute de quoi le taux de change réel se revalorise progressivement et compromet la réalisation des objectifs de libéralisation des échanges et des investissements et d'autres réformes structurelles. L'important déficit de la balance courante a été financé par des emprunts extérieurs et, à l'instar de nombreux autres pays d'Amérique latine, le Chili a été confronté à une crise de la dette en 1982.

62. La gestion de la crise a consisté à mettre en œuvre des mesures de stabilisation vigoureuses et, dans un premier temps, à modifier la politique commerciale afin de réduire l'important déficit de la balance des paiements. Le taux uniforme de droit de douane a été porté de 10 à 20 pour cent en 1983, puis à 35 pour cent en 1984 afin d'accroître les recettes publiques et de réduire fortement les importations.

19. OCDE (1994a).

63. En 1985, le Chili est revenu à un programme d'ajustement reposant sur une croissance axée sur les exportations. Les barrières à l'importation ont été réduites progressivement, beaucoup de réformes réglementaires ont été entreprises, la législation applicable à l'IDE a été libéralisée, tout comme les marchés de capitaux, le contrôle des banques a été renforcé et le programme de privatisation a été relancé. L'ensemble des mesures macroéconomiques, complétant la panoplie des dispositions adoptées en 1985 en faveur de l'ajustement structurel et de la réforme des échanges, visait à assurer un taux de change compétitif en termes réels parallèlement à une politique budgétaire et monétaire stable.

64. Au cours de la dernière décennie, le Chili a connu une forte croissance en associant une politique budgétaire et monétaire prudente, un contrôle rigoureux du secteur financier, des réformes structurelles d'envergure, la libéralisation des échanges et de l'investissement et des efforts visant à améliorer les conditions sociales. Cependant, les réformes politiques entreprises dans les années 90 ont privilégié la stabilité macroéconomique. Les réformes structurelles n'ont pas eu la même ampleur que dans les années 80. La démarche progressive vers une libéralisation des mouvements de capitaux et l'adoption de restrictions aux entrées de capitaux à court terme en 1991 (l'URR ou « encaje », actuellement suspendu) en fournit une illustration. Les gouvernements qui se sont succédés dans les années 90 ont aussi privilégié le développement des ressources humaines pour soutenir une croissance durable sur le long terme.

65. Entre 1989 et 1997, le PIB du Chili a doublé en termes réels (encore que le Chili connaisse une période de récession depuis 6 mois), notamment grâce à la vigueur des exportations (produits cuivreux et non cuivreux) et à l'IDE. En 1998, l'IDE s'est élevé à 6 milliards de dollars (soit quelque 9 pour cent du PIB). L'inflation, déjà inférieure à 10 pour cent, n'a cessé de baisser depuis cinq ans. L'incidence de la pauvreté a par ailleurs fortement diminué, passant de près de 40 pour cent de la population en 1990 à 23 pour cent en 1996.

66. La politique de libéralisation des échanges et de l'investissement a été couronnée de succès et elle a joué un rôle majeur dans le développement soutenu que le Chili a connu au cours des quinze dernières années. Cette réussite a été rendue possible par une plus grande cohérence des politiques dans les domaines des échanges, de l'investissement, du budget, du taux de change et de l'ajustement structurel.

(vi) *Les pays les moins avancés sont-ils en mesure de tirer parti de la libéralisation des échanges et de l'investissement ?*

67. Considérés dans leur ensemble, les PMA n'ont pas réussi à exploiter tous les avantages potentiels de la libéralisation des échanges et de l'investissement. Les exportations comme les importations représentent une part très faible de leur PIB – environ 9 pour cent pour les premières, contre 24 pour cent dans l'ensemble des pays en développement, et 16 pour cent pour les secondes, contre 26 pour cent dans l'ensemble des pays en développement. Qui plus est, la part des PMA dans les exportations mondiales est tombée de 0.8 à 0.4 pour cent entre 1980 et 1997²⁰. Il en va de même des mouvements de capitaux. Les PMA sont devenus de plus en plus tributaires de l'aide publique au développement pour financer une part croissante de leurs investissements. Enfin, en moyenne, le revenu par habitant est resté stationnaire dans les PMA depuis une vingtaine d'années.

68. Au cours des dix dernières années, les PMA ont libéralisé leur politique en matière d'échanges et d'investissement, encore que d'après les estimations du FMI leur politique commerciale demeure plus restrictive que celle des autres pays²¹. D'un autre côté, la croissance du PIB réel s'est notablement accélérée

20. OCDE (1997d).

21. FMI (1999b).

entre 1995 et 1998 par rapport à son niveau de la première moitié de la décennie. Les événements des deux dernières années ont toutefois eu une incidence défavorable sur les perspectives de croissance des PMA, entraînant une chute de la demande et des prix de leurs exportations et un durcissement des conditions auxquelles ils peuvent se procurer des financements extérieurs.

69. Plusieurs arguments ont été avancés pour expliquer la performance décevante des pays en développement sur le moyen terme, parmi lesquels (a) la forte concentration de leurs exportations sur des produits qui occupent une place de plus en plus faible dans les échanges mondiaux et dont les prix sont peu élevés, (b) la structure des obstacles auxquels se heurtent leurs exportations et (c) l'insuffisance de leurs capacités de production intérieures. S'il est vrai que les exportations des PMA sont fortement concentrées sur quelques produits – 20 produits à peine composent près de 70 pour cent de leurs exportations totales – ces pays ont également subi des pertes considérables de parts de marché. Des obstacles aux échanges non négligeables subsistent dans des secteurs où les PMA pourraient jouir d'un avantage comparatif, comme l'agriculture et les textiles. D'un autre côté, les préférences commerciales accordées aux exportateurs des PMA leur procurent un avantage sur nombre de leurs concurrents.

70. La concrétisation des bienfaits de la libéralisation des échanges et de l'investissement, et la pénétration des marchés étrangers, ne sont pas des processus automatiques et nécessitent l'existence au plan intérieur d'un cadre d'action solide. Les conditions qui prévalent dans la plupart des PMA constituent pour ces pays un lourd handicap : capital humain limité, base de ressources médiocre et instabilité politique pouvant aller jusqu'à la guerre civile ou à des conflits régionaux. Sans compter les forts taux de croissance démographique qui ont sapé les efforts engagés pour améliorer les niveaux moyens d'instruction et l'état sanitaire de la population. Autant de facteurs qui ont amoindri les perspectives de croissance de ces pays, au même titre que leur niveau élevé d'endettement, leur manque de stabilité macro-économique, les défaillances de leur mode de gestion des affaires publiques et les turbulences des prix des produits de base.

71. Par conséquent, au-delà de la libéralisation de leurs politiques en matière d'échanges et d'investissement, les PMA doivent opérer des réformes dans de nombreux domaines d'intervention des pouvoirs publics afin, en particulier, de donner à tous accès aux services sociaux essentiels, notamment à une instruction et des soins de santé primaires de qualité, à des services de santé générique, aux installations d'hygiène publique et à l'eau potable. L'existence d'infrastructures est déterminante pour la participation à l'économie mondiale, en particulier d'infrastructures commerciales et de transport permettant d'établir des liens avec les marchés mondiaux. Or, la compétitivité des exportations est souvent largement entamée par les coûts élevés de transport résultant de la réglementation intensive des transports maritimes et aériens. Même les pays les plus pauvres doivent aujourd'hui disposer des moyens de communication que peuvent offrir les techniques informatiques les plus récentes. Heureusement, il existe de nombreux modes nouveaux de fourniture et de financement des infrastructures que les pays en développement peuvent adopter, et adoptent effectivement, pour se mettre à la hauteur des exigences de demain.

72. Quel rôle l'aide extérieure peut-elle jouer pour faciliter le développement des PMA ?

- L'émergence d'une économie fondée sur l'entrepreneuriat transforme les modes de financement, atténuant la dépendance à l'égard de l'aide et renforçant la place faite à l'épargne intérieure croissante que viennent compléter les marchés financiers internationaux et l'investissement direct étranger. Ce processus demande toutefois du temps. En attendant, l'aide publique au développement apporte un soutien essentiel pour les investissements sociaux et la consolidation du développement participatif et de la bonne gestion des affaires publiques. D'où l'importance de dégager une aide publique au développement substantielle, pour les pays les plus pauvres en particulier, afin d'aider les pays en développement à maximiser leurs perspectives de croissance.

- La coopération pour le développement a aussi pour objectif de contribuer au renforcement des capacités dans divers domaines allant des infrastructures et des institutions aux soins de santé, à l'éducation et à l'élaboration de la politique sociale. Afin d'appuyer les efforts de renforcement des capacités, la réunion de haut niveau de l'OMC qui s'est tenue en octobre 1997 a établi un Cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce. Celui-ci définit pour la première fois une approche systématique pour aider les PMA à évaluer leurs besoins et pour coordonner l'assistance technique dans trois domaines : la gestion de la politique commerciale, l'augmentation des capacités de production pour l'exportation et l'amélioration des services logistiques liés au commerce.
- La communauté internationale a par ailleurs lancé une Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE), destinée à alléger la dette de ces pays. Celle-ci ne produira les résultats escomptés que si elle accompagne et appuie les efforts de réforme des pays débiteurs et débouche sur un accroissement des apports de ressources. Il est en tout état de cause indispensable de rétablir la solvabilité des pays lourdement endettés afin d'y mettre en place l'assise d'un développement tiré par le secteur privé et d'y dégager une marge de ressources budgétaires permettant de financer une augmentation des investissements sociaux. D'où l'importance de la décision du G8 tendant à élargir encore la portée de l'Initiative en faveur des PPTE.
- Certains PMA font valoir que le cycle de négociations d'Uruguay ne leur a pas apporté grand chose, ont du mal à mettre en œuvre les engagements qu'ils ont souscrits à cette occasion et manifestent certaines réticences à l'ouverture éventuelle d'un nouveau cycle de négociations commerciales. Il n'en reste pas moins qu'un nouveau cycle offrirait une occasion unique de tenir compte des préoccupations des PMA et de faciliter l'intégration de ces pays au système multilatéral.

73. Les exemples précédents montrent que l'incidence des différentes politiques sera toujours sujette à discussion et que c'est fondamentalement l'ensemble des mesures appliquées qui importe. Par ailleurs, parmi la panoplie de mesures mises en œuvre, certaines peuvent se révéler inefficaces et les gouvernements doivent donc les adapter et les ajuster en permanence pour progresser durablement. La Corée et le Mexique donnent des exemples des développements positifs susceptibles de résulter de la libéralisation et des réformes structurelles entreprises pour faire face à la crise économique. De leur côté, la Hongrie et la Pologne ont supporté sans trop de conséquences à long terme les secousses des marchés financiers déclenchées par la crise russe, grâce à leurs efforts antérieurs de stabilisation macroéconomique et à leur capacité à réorienter et diversifier leurs exportations, ainsi qu'à attirer des flux d'investissement durables.

74. De façon générale, l'ouverture aux échanges et à l'investissement doit s'inscrire dans un ensemble cohérent de mesures et de réformes se renforçant mutuellement si l'on veut en exploiter tous les avantages pour un développement économique rapide et durable. Les pays de l'ASEAN4 n'ont pas tiré pleinement parti des avantages des échanges et de l'investissement à cause d'une politique d'ouverture sélective et d'autres imperfections. Le Chili a largement bénéficié des avantages des échanges et de l'investissement au cours des quinze dernières années grâce à une meilleure cohérence des politiques des échanges et de l'investissement et à la mise en œuvre de mesures macroéconomiques et structurelles. Quant aux pays les moins avancés, il faudra qu'ils renforcent grandement le cadre de leur politique interne pour pouvoir bénéficier des bienfaits des échanges et de l'investissement. L'aide extérieure a aussi un rôle

important à jouer, notamment par le bais de nouvelles annulations de dettes dans des conditions satisfaisantes pour les pays en développement lourdement endettés.

V. Autres défis à relever pour tirer profit de la libéralisation des échanges et de l'investissement

75. Il va sans dire que les pays en développement se situent à des stades divers de développement. Or, il n'existe pas de solutions universelles. Les problèmes internes que ces pays doivent surmonter pour cueillir les fruits de leur ouverture aux échanges et à l'investissement peuvent être très différents selon les pays.

76. L'expérience montre qu'il n'est pas nécessaire de réussir dans tous les domaines pour tirer parti de l'ouverture aux échanges et à l'investissement, bien qu'il existe un effet de seuil en ce qui concerne la qualité des politiques à mettre en œuvre. Cependant, comme l'ont mis en évidence les récentes crises financières, les insuffisances dans certains domaines peuvent être un grave facteur de fragilité et de vulnérabilité.

77. Cette section examine quelques-uns des principaux problèmes à surmonter pour tirer pleinement profit de l'ouverture aux échanges et à l'investissement.

(i) Stabilité macroéconomique

78. Une politique macroéconomique stable et durable est une condition préalable nécessaire pour tirer pleinement parti des possibilités offertes par la mondialisation et pour que les réformes structurelles réussissent. Les crises financières récentes ont montré qu'il était important d'éviter les grands déséquilibres de la balance extérieure et une surévaluation des taux de change. Un faible niveau d'inflation et une politique budgétaire durable réduisent l'exposition au risque et améliorent la répartition de l'épargne et de l'investissement, ce qui stimule le développement économique.

79. En Asie de l'est, beaucoup de gouvernements ont remporté un franc succès dans ce domaine, avec une faible inflation et des budgets excédentaires. Le contraste avec l'Amérique latine, dont nombre de pays étaient en proie à l'hyperinflation dans les années 80, est frappant. La plupart des pays d'Amérique latine ont accompli entre-temps des progrès spectaculaires dans la voie de la stabilisation, de la libéralisation et de la restructuration de leurs économies. Toutefois, la stabilisation des déséquilibres budgétaires et monétaires n'a pas toujours été aisée, comme en témoignent les difficultés du Brésil. Dans un grand nombre de pays les moins avancés, souvent lourdement endettés, la stabilité macroéconomique demeure hors d'atteinte.

(ii) Gestion des affaires publiques

80. La clé de l'émergence d'une économie de marché dynamique dans un pays en développement (comme par le passé dans les pays de l'OCDE) réside dans la qualité de la gestion des affaires publiques et dans le degré de confiance dont font preuve les réseaux d'acteurs économiques. Ce sont la paix et la sécurité, l'existence d'un gouvernement fiable, honnête et responsable, et le règne d'un Etat de droit soutenu par un système juridique efficace qui déterminent dans quelle mesure l'économie de marché parvient à se diffuser largement et avec succès dans un pays.

81. Les principaux éléments d'un renforcement des systèmes de gestion publique sont :

- un cadre institutionnel et juridique qui favorise le développement d'une économie fondée sur les entreprises et un secteur public efficient ;
- une participation accrue à la vie économique et politique, pilier d'une croissance reposant sur une large assise, la cohésion sociale et des institutions démocratiques efficaces ;
- le développement d'un environnement concurrentiel qui rend plus efficient le fonctionnement des marchés ;
- un cadre judiciaire pour le gouvernement d'entreprise, assurant la transparence des structures et des activités des entreprises et responsabilisant les dirigeants ; et
- une action vigoureuse pour lutter contre la corruption et le crime organisé.

82. Il est largement admis dans la plupart des pays que l'amélioration du cadre institutionnel dans lequel s'inscrit l'action des pouvoirs publics procure des avantages économiques réels. Mais le rythme et la nature du passage à de meilleures institutions ne sont pas partout les mêmes. En Asie de l'est, la démocratie a gagné du terrain et les problèmes de gestion publique sont généralement abordés ouvertement. Il reste cependant encore beaucoup à faire dans certains pays de la région. Pour de nombreux pays latino-américains, les années 80 ont marqué un tournant. Des gouvernements élus démocratiquement ont commencé à remplacer les dictatures militaires. Dans beaucoup de pays en développement menacés de se trouver marginalisés dans l'économie mondiale, les conditions nécessaires à une bonne gestion des affaires publiques sont sérieusement compromises, voire totalement inexistantes.

(iii) Renforcement des secteurs financier et des entreprises

83. La crise financière récente a mis en évidence l'importance d'un certain nombre de conditions à remplir pour renforcer les secteurs financier et des entreprises dans les pays en développement (ainsi que la nécessité de comportements plus sains de la part des investisseurs et des créanciers privés des pays de l'OCDE), notamment :

- la modernisation et le renforcement des systèmes financiers et l'amélioration des cadres réglementaires et de supervision pour favoriser une évaluation rigoureuse des risques et la discipline de marché grâce à une meilleure divulgation d'informations et une plus grande transparence, ainsi que la fourniture aux autorités chargées de la réglementation et de la supervision des ressources et de l'appui qui leur sont nécessaires pour remplir efficacement leur mission ;
- la réforme des systèmes de gouvernement d'entreprise, de la politique de la concurrence et de la fiscalité, ainsi que la lutte contre la corruption.

84. La libéralisation des services financiers permet de bénéficier de l'expertise des institutions étrangères, ce qui contribue à renforcer la capacité des pays en développement de gérer ces apports et d'assurer le bon fonctionnement des marchés financiers locaux. Il est par ailleurs incontestable que les marchés financiers intérieurs performants tirent profit de la stabilité macroéconomique et de marchés des produits et du travail souples, capables d'atténuer les coûts d'ajustement pour le secteur réel en cas de chocs financiers négatifs.

(iv) Développement des ressources humaines

85. Le développement des ressources humaines peut avoir un important effet positif sur la croissance économique dans les économies ouvertes, alors que cet effet joue beaucoup moins dans les économies fermées²². C'est là un autre domaine dans lequel les gouvernements d'Asie de l'est ont enregistré un franc succès. Il est estimé que les taux de scolarisation élevés de l'Asie de l'est expliquent 38 pour cent de l'écart présumé de la croissance économique entre cette région et l'Amérique latine sur la période 1960-1990²³. Beaucoup de pays d'Asie de l'est à forte croissance ont conjugué des politiques extraverties et des taux d'alphabétisation élevés. C'est notamment le cas de la Corée dont le taux d'alphabétisation était déjà de 71 pour cent en 1960 alors qu'il n'était que de 29 pour cent en moyenne dans les autres pays à faible revenu²⁴. A l'opposé, l'Argentine, qui a opté pour une politique de développement autocentrée, n'a pas connu de croissance économique durable jusqu'à la dernière décennie, et cela malgré une population qui a un bon niveau d'instruction.

86. Cependant, des tensions se sont manifestées en Asie de l'est avant même la crise financière actuelle, notamment en Thaïlande et en Indonésie, sous la forme de pénuries de main-d'œuvre qualifiée. En Amérique latine, la plupart des pays connaissent des disparités de revenu persistantes et doivent mener à bien un programme ambitieux pour assurer le développement de leurs ressources humaines. Dans nombre des pays les plus démunis, la forte croissance démographique compromet les efforts tendant à accroître les niveaux moyens d'éducation.

(v) Gestion de l'ajustement

87. Un développement économique réussi suppose un gros effort d'ajustement structurel qui passe par un vaste processus de changement touchant toute la société et comportant de multiples aspects économiques, sociaux et politiques. Les politiques gouvernementales peuvent stimuler ce processus d'ajustement lorsqu'elles cherchent à encourager le développement par la libéralisation des échanges et de l'investissement et d'autres réformes. Dans une économie à croissance forte, ces politiques sont de nature à faciliter la réorientation des ressources et à éviter les goulets d'étranglement. L'expérience des économies émergentes d'Asie de l'est montre qu'un développement rapide et des mutations structurelles peuvent aller de pair avec des taux de chômage très bas.

88. Néanmoins, on s'interroge souvent sur le rythme de la libéralisation des échanges et de l'investissement, ainsi que sur l'orientation des changements. La libéralisation n'est pas toujours indolore, et elle peut constituer une épreuve pour certains travailleurs, pour certaines entreprises ou pour les localités qui les accueillent. Le défi majeur consiste à assurer une plus large diffusion des avantages liés à l'expansion des échanges et de l'investissement au sein de la population comme au niveau international grâce à des politiques d'ajustement structurel efficaces et à la mise en place de nouveaux systèmes et filets de protection sociale.

89. Un système de protection sociale est un instrument central de l'action publique pour assurer une sécurité contre les chocs extérieurs, en particulier à l'intention de ceux qui risquent de voir leur capital humain, social et matériel décliner de façon irréversible. Il est important de concevoir le système de protection sociale de façon qu'il n'incite pas à la dépendance permanente et de l'intégrer dans une

22. O'Connor et Lunati (1999).

23. Banque mondiale (1993).

24. Etudes économiques de l'OCDE : Corée, 1994.

politique axée sur la réinsertion professionnelle. Dans la plupart des pays en développement, toutefois, la grande majorité de la population n'a pas accès aux systèmes organisés de protection sociale. Elle compte principalement sur la famille et les réflexes de solidarité pour gérer les risques et protéger ceux qui sont exclus du progrès économique.

90. Ces mécanismes non structurés de gestion des risques et de protection sont particulièrement sollicités en cas de chocs locaux ou touchant l'ensemble de l'économie. Outre les systèmes dont bénéficie le secteur formel, il est donc essentiel de prévoir des mesures et des institutions qui étendent l'accès aux services de base et renforcent la gestion des risques pour les personnes vulnérables, et ce en fonction du niveau de développement du pays, dans un cadre durable et en complément des mécanismes non structurés.

VI. Les échanges, l'investissement, le développement et l'environnement

91. Les échanges, l'investissement et le progrès technologique rapide transforment la nature et le niveau des pressions environnementales aussi bien dans les pays développés que dans les pays en développement²⁵. La libéralisation des échanges et de l'investissement contribuera à améliorer l'état de l'environnement dans certaines circonstances, notamment en permettant une utilisation plus efficace des ressources de l'environnement, en éliminant des distorsions qui causent peut-être déjà des dommages à l'environnement et en stimulant le développement, le transfert et l'adoption de technologies plus respectueuses de l'environnement.

92. D'un autre côté, la libéralisation risque aussi d'accroître ou de redistribuer les pressions qui s'exercent sur l'environnement et sur la société. Il est fort probable que ces effets d'échelle ou de structure se manifesteront principalement dans les secteurs économiques qui fabriquent des produits de masse et à faible marge en exploitant les ressources naturelles (industries extractives, par exemple).

93. Le défi consistera à limiter les éventuels effets négatifs de la libéralisation sur l'environnement et à développer ses effets positifs. Les pays en développement peuvent être particulièrement vulnérables aux pressions environnementales engendrées par la libéralisation, et ce pour deux raisons principales. Premièrement, les pays en développement peuvent souffrir d'un déficit d'administration qui ne permet pas toujours de fixer (et de faire respecter) les réglementations locales en matière d'environnement à des niveaux assurant une protection suffisante de l'environnement. Deuxièmement, le poids relatif des pays en développement dans les pressions environnementales globales est probablement appelé à croître dans l'avenir au fur et à mesure que ces économies se développeront (la part des pays non membres de l'OCDE dans le PIB mondial devrait passer d'environ 40 pour cent en 1995 à plus de 60 pour cent en 2020²⁶). Si ces évolutions se produisent, les pays développés pourraient exercer une pression économique croissante sur les pays en développement pour les inciter à réduire leurs pressions sur l'environnement régional ou mondial.

94. Les données empiriques concernant les effets environnementaux des politiques de libéralisation des échanges et de l'investissement montrent une situation contrastée. Il y a des cas où l'environnement a subi des atteintes (notamment dans les secteurs de l'extraction des ressources naturelles). D'un autre côté, on constate aussi que les entreprises et les produits étrangers intègrent généralement des pratiques et des technologies plus respectueuses de l'environnement. Par exemple, les entreprises étrangères sont souvent les premières à céder à la pression des consommateurs qui souhaitent des méthodes de production et des produits « plus verts ». Au total, les données disponibles ne permettent pas encore de tirer de conclusions sur le bilan environnemental *net* de la libéralisation.

25. OCDE (1999d).

26. OCDE (1997e).

95. Le contexte institutionnel et réglementaire dans lequel s'inscrivent les échanges et l'investissement est manifestement un facteur déterminant pour les effets environnementaux nets et, par conséquent, pour la viabilité du développement économique. La mise en place de cadres institutionnels et de politiques nationales solides pour la gestion de l'environnement est donc nécessaire si l'on veut que les gains résultant de l'intensification des flux d'échanges et d'investissement puissent renforcer les progrès obtenus sur le front de l'environnement.

96. Cependant, beaucoup de pays en développement, notamment les plus défavorisés, manquent encore de la capacité fondamentale d'élaborer et de faire respecter les lois et règlements qui s'imposent. Ils présentent d'importantes faiblesses, par exemple un manque de stabilité réglementaire et de transparence ainsi qu'une pénurie de compétences spécialisées dans des domaines tels que la négociation, la conclusion de contrats et les appels d'offres. Dans quelques secteurs économiques, ces faiblesses risquent de rendre plus difficile l'équilibre nécessaire des avantages entre les investisseurs et les pays d'accueil et d'entraîner une pollution accrue et des modes de production non durables. De plus, les régimes réglementaires imprévisibles encouragent la recherche de rente à court terme et dissuadent l'investissement à long terme. La coopération pour le développement vise donc de plus en plus à aider les pays en développement à instaurer les cadres économique, juridique et réglementaire nécessaires à un climat d'investissement stable et attrayant, tout en assurant le respect des règles et mesures de sauvegarde sociales et environnementales. Une des réponses à ce problème a consisté, pour beaucoup de pays en développement, à formuler des stratégies nationales de développement durable dans le sillage de la Conférence de Rio de 1992.

97. Il est également impératif d'améliorer la cohérence des politiques relatives aux échanges, à l'investissement, au développement et à la protection de l'environnement aux niveaux national, régional et international, de façon à ce qu'elles se complètent et se renforcent mutuellement. Cette nécessité se reflète non seulement dans les débats sur l'inclusion de mesures commerciales dans certains accords environnementaux multilatéraux, mais aussi dans la discussion sur l'utilisation de certains types de mesures environnementales (éco-étiquetage et règles d'emballage, par exemple) qui pourraient agir comme des obstacles non tarifaires aux échanges en limitant l'accès au marché. Cette dernière question revêt une importance particulière pour les pays en développement. La demande de produits «verts» pourrait certes se traduire par plus d'opportunités et d'avantages commerciaux pour les pays en développement dans des secteurs où leurs produits et méthodes de production traditionnels respectent l'environnement. D'un autre côté, des exigences environnementales strictes et nombreuses, ne tenant pas compte des particularités régionales et locales, pourraient freiner les possibilités d'échanges des pays en développement.

VII. Rôle de la coopération internationale

98. La mondialisation de l'économie fait coïncider les intérêts de tous les pays, en encourageant une plus grande ouverture aux échanges et à l'investissement et la mise en place de politiques et d'institutions fortes au service d'une économie de marché efficace. Chaque pays a besoin de partenaires solides dans le domaine des échanges et de l'investissement pour parvenir à une prospérité accrue, à une plus grande sécurité politique et à la viabilité écologique au siècle prochain.

99. Tous les pays – développés, en développement et en transition – agissent de concert au sein de toutes les organisations internationales, dont l'OCDE, pour promouvoir un développement durable et s'intégrer avec succès dans l'économie mondiale. Ils s'efforcent en particulier de renforcer leurs politiques et leurs institutions et de s'attaquer aux problèmes systémiques au niveau national comme au niveau mondial afin de créer une économie mondiale robuste dans laquelle les flux d'échanges, d'investissements et de connaissances leur procureront des avantages mutuels.

100. L'OCDE a instauré dans de nombreux domaines un dialogue sur les politiques à suivre entre les Membres et les non-membres qui permet à ces derniers de participer à ses travaux et d'y apporter leur contribution. Une attention prioritaire est accordée aux questions qui revêtent de l'importance pour une bonne intégration des économies non membres dans le système économique international, notamment dans le domaine des échanges, de l'investissement, du gouvernement d'entreprise, de la réforme réglementaire, de la politique fiscale, de la concurrence, de la réforme budgétaire, de la lutte contre la corruption, de la gestion du secteur public, de l'environnement et de la politique sociale.

101. Les pays de l'OCDE ont un important rôle moteur à jouer compte tenu de leur part prépondérante dans la production, les échanges et les flux de capitaux mondiaux. Dans ce contexte, l'OCDE s'attache avec ses pays Membres, dans le cadre d'activités multidisciplinaires d'analyse, de suivi et de surveillance, à :

- renforcer le système régissant les flux commerciaux internationaux en résistant aux pressions protectionnistes, en maintenant des marchés ouverts et en alimentant la dynamique de libéralisation ;
- renforcer également le système régissant les flux d'investissements et de capitaux internationaux ; et
- suivre les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la *Stratégie de partenariat pour le développement de l'OCDE* – notamment en ce qui concerne l'impact des politiques des pays de l'OCDE sur le développement durable des économies en développement.

102. La préparation d'un nouveau cycle de négociations multilatérales portant sur de nombreux domaines est une priorité. Ce nouveau cycle représente un enjeu vital pour tous les pays qui souhaitent se préparer à l'économie mondiale du XXI^{ème} siècle. Les tensions récentes ont clairement montré que le système international a plus que jamais besoin d'une libéralisation transparente et fondée sur des règles contraignantes, pilier du développement et rempart contre les pressions protectionnistes. Un nouveau cycle de négociations donnerait également la possibilité d'ancrer davantage l'objectif du développement durable dans le système multilatéral et favoriserait ainsi des approches plus efficaces et plus synergiques dans le domaine des échanges, de l'environnement, du développement et de la croissance.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

REFERENCES OCDE

- BERTHELEMY, J-C., S. Dessus et A. Varoudakis (1997) : *Capital humain, ouverture extérieure et croissance : estimation des données de panel d'un modèle à coefficients variables*, Etudes du Centre de Développement de l'OCDE.
- COMITE D'AIDE AU DEVELOPPEMENT (1996) : *Le rôle de la coopération pour le développement à l'aube du XXIème siècle*, OCDE.
- COMITE D'AIDE AU DEVELOPPEMENT (1997), (1998) : *Efforts et politiques des Membres du Comité d'aide au développement*, OCDE.
- HIEMENZ, U. (1999) : *La croissance et la compétitivité dans la nouvelle économie mondiale*, Séminaires du Centre de Développement de l'OCDE.
- KALINOVA, B. (1998) : Pays en transition : libéralisation des échanges, *l'Observateur de l'OCDE*, n° 211, avril-mai.
- MADDISON, A. (1989) : *L'économie mondiale au 20ème siècle*, Etudes du Centre de développement de l'OCDE.
- MADDISON, A. (1995) : *L'économie mondiale*, Etudes du Centre de développement de l'OCDE.
- OCDE : *Etudes économiques -- Corée*, 1994, 1996, 1998.
- OCDE : *Etudes économiques -- Hongrie*, 1999.
- OCDE : *Etudes économiques -- Mexique*, 1996, 1998, 1999.
- OCDE : *Etudes économiques -- Pologne*, 1998.
- OCDE : *Etudes économiques -- République tchèque*, 1998.
- OCDE (1994a) : Les bénéfices du libre-échange : l'Asie de l'Est et l'Amérique latine.
- OCDE (1994b) : Rapport sur les échanges et l'environnement au Conseil de l'OCDE au niveau des Ministres.
- OCDE (1995a) : Les marchés émergents et la libéralisation des mouvements de capitaux, *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 58.

OCDE (1995b) : *New Dimensions of Market Access in a Globalising World Economy*.

OCDE (1996a) : Mondialisation, échanges et concurrence, *l'Observateur de l'OCDE*, n° 201, août-septembre.

OCDE (1996b) : *Le commerce, l'emploi et les normes du travail. Une étude sur les droits fondamentaux des travailleurs et l'échange international*.

OCDE (1997a) : *Mondialisation économique et environnement*.

OCDE (1997b) : *Politiques de libre-échange au Mexique*.

OCDE (1997c) : Mondialisation et interdépendance à l'horizon 2020 : les pays et populations pauvres peuvent-ils prétendre à la prospérité dans une nouvelle ère fondée sur l'interdépendance ?

OCDE (1997d) : Market Access for the Least Developed Countries, Where Are the Obstacles? Rapport soumis à la réunion de haut niveau sur les pays les moins avancés, tenue à Genève en 1997. [Document mis en diffusion générale, (OCDE/GD(97)174)].

OCDE (1997e) : *Le monde en l'an 2020 : Vers une nouvelle ère mondiale*.

OCDE (1998a) : *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 64, décembre.

OCDE (1998b) : *Investissement direct étranger et développement économique : l'expérience de six économies émergentes*.

OCDE (1998c) : *Foreign Direct Investment and the Environment: A Literature Review*.

OCDE (1998d) : *Pour l'ouverture des marchés : Les avantages de la libéralisation des échanges et de l'investissement*.

OCDE (1999a) : *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 65, mai.

OCDE (1999b, à paraître) : *L'investissement direct étranger et l'environnement*, Conférences OCDE.

OCDE (1999c) : *Foreign Direct Investment and Recovery in Southeast Asia*, Conférences OCDE.

OCDE (1999d) : Rapport intérimaire relatif au projet triennal de l'OCDE sur le développement durable.

O'CONNOR, D. et M.R. Lunati : *Economic Opening and the Demand for Skills in Developing Countries: A Review of Theory and Evidence*. Document technique du Centre de développement de l'OCDE, n° 149.

PORET, Pierre (1998) : Les flux de capitaux : Leçons d'Asie, *l'Observateur de l'OCDE*, n° 214, octobre/novembre.

REISEN, H. (1998) : Au lendemain de la crise asiatique : Comment gérer les flux de capitaux ?, Cahiers de politique économique du Centre de développement n° 16.

AUTRES REFERENCES

ASIAN DEVELOPMENT BANK INSTITUTE (1998) : *Asia: Responding to Crisis*.

BANQUE MONDIALE (1993) : *Le miracle de l'Asie de l'Est : croissance économique et politiques publiques*, Oxford University Press.

BANQUE MONDIALE : *Rapport 1998/99 sur le développement dans le monde : Economie du savoir*, Oxford University Press.

BANQUE MONDIALE (1999) : Proposition concernant un cadre de développement intégré (avant projet).

BLOMSTROM, M., R.E. Lipsey et Z. Zejan (1992) : What Explains Developing Country Growth? NBER Working Paper No. 4132.

CHUI, M., P. Levine, M. Murshed et J. Pearlman (1998) : Globalisation: A New Growth, New Trade Perspective, *Economic Outlook*, Vol. 22, No. 2, février, Centre for Economic Forecasting, London Business School.

CNUCED (1997) : *Rapport sur le commerce et le développement*.

CNUCED (1998) : *Rapport sur le commerce et le développement*.

CNUCED (1999) : *L'investissement direct étranger et le développement*.

COE, D. T. et E. Helpman (1995) : International R&D Spillovers, *European Economic Review*, Vol. 39, No. 5, mai, pp. 859-887.

COLLINS, S. M. et B. P. Bosworth (1996) : Economic Growth in East Asia: Accumulation versus Assimilation, *Brookings Papers on Economic Activity*, Vol. 2.

CORSETTI, G, P. Pesenti et N. Roubini (1998) : What Caused the Asian Currency and Financial Crisis? Banca d'Italia, Working Paper Number 343, décembre.

DEININGER, Klaus et Lyn Squire (1996) : A New Data Set Measuring Income Inequality, *World Bank Economic Review*, Vol. 10, No. 3, pp. 565-591.

DURLAFS et D. Quah (1998) : The New Empirics of Economic Growth. NBER Working Paper No. 6422.

EDWARDS, S. (1995) : Why Are Saving Rates So Different Across Countries? An International Comparative Analysis, NBER Working Paper No. 5097.

EDWARDS, S. (1997a) : Openness, Productivity and Growth: What Do We Really Know? NBER Working Paper No. 5978.

EDWARDS, S. (1997b) : Trade Policy, Growth and Income Distribution, Papers and Proceedings of the 109th Annual Meeting of the American Economic Association, New Orleans LA, 4-6 janvier 1997, *The American Economic Review*, Vol. 87, No. 2, pp. 205-210.

FISCHER, S. (1996) : Lessons from East Asia and the Pacific Rim, *Brookings Papers on Economic Activity*, Vol. 2.

FMI (1998) : *World Economic Outlook and International Capital Markets*, décembre.

FMI (1999a) : *Perspectives de l'économie mondiale*, avril.

FMI (1999b) : Integrating the Least Developed Countries into the International Trading System, presentation to the WTO High Level Symposium on Trade and Development

FRANKEL, J. et Andrew K. Rose (1996) : Currency Crashes in Emerging Markets: An Empirical Treatment. *Journal of International Economics*, Vol. 41, No. 3-4, pp. 351-366.

FRY, M. (1993) : *Foreign Direct Investment in Southeast Asia: Differential Impacts*, Institute of Southeast Asian Studies, Singapour.

GALLUP, John Luke, Steven Radelet, Andrew Warner (1998) : *Economic Growth and the Income of the Poor*, Harvard Institute for International Development.

HELPMAN, E. (1998) : The Structure of Foreign Trade, NBER Working Paper No. 6752.

KRUEGER, A. O. (1997) : Trade Policy and Economic Development: How We Learn, *The American Economic Review*, Vol. 87, No. 1.

KRUGMAN, P. (1995) : Growing World Trade: Causes and Consequences, *Brookings Papers on Economic Activity*, Vol. 1.

LAL, D. et H. Myint (1996) : *The Political Economy of Poverty, Equity, and Growth, A Comparative Study*, Clarendon Press, Oxford.

LINCOLN, E. J. (1996) : Some Missing Elements, *Brookings Papers on Economic Activity*, Vol. 2, pp. 351-355.

LOW, P., M. Olarreaga et J. Suarez (1998) : Does Globalisation Cause a Higher Concentration of International Trade and Investment Flows?, Division de la recherche et de l'analyse économiques, Organisation mondiale du commerce.

MANKIW, N.G. (1995) : The Growth of Nations, *Brookings Papers on Economic Activity*, Vol. 1, pp. 275-310.

McKINNON, R. I. et H. Pill (1997) : Economic Development and International Trade: Credible Economic Liberalisations and Overborrowing, Papers and Proceedings of the 109th Annual Meeting of the American Economic Association, New Orleans LA, 4-6 janvier 1997, *The American Economic Review*, mai 1997.

MONOD, J. (1997) : Global Integration: The Role of the Private Sector in Promoting Infrastructure Development in Emerging Economies, Keynote Speech at the 1997 Annual Meetings of the World Bank Group and International Monetary Fund.

MORAN, T.H. (1998) : Foreign Direct Investment and Development: The New Policy Agenda for Developing Countries and Economies in Transition, Institute for International Economics, Washington.

NADIRI, I. (1993) : Innovations and Technological Spillovers, NBER Working Paper No. 4423.

- NELSON, R. (1997) : How New is New Growth Theory?, *Challenge*, Vol. 40, No. 5, septembre/octobre, pp. 29-58.
- NELSON, R. et H. Pack (1997) : The Asian Miracle and Modern Growth Theory, polycopié, Banque mondiale.
- OLSON, M., Jr. (1997) : The Case for Liberalising Markets (Interview), *Challenge*, Vol. 40, No. 5, septembre-octobre, pp. 59-76.
- ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE (1996a) : Participation of Developing Countries in World Trade: Overview of Major Trends and Underlying Factors.
- ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE (1996b) : *Rapport annuel*. Dossier spécial : Commerce et investissement étranger direct.
- ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE (1998a) : *Rapport annuel*. Dossier spécial : Mondialisation et commerce international
- ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE (1998b) : A Multilateral Agreement on Investment: Convincing the Sceptics, Staff Working Paper ERAD-98-05.
- ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE (1998c) : Financial Services Trade, Capital Flows, and Financial Stability, Staff Working Paper ERAD-98-12.
- PARK, Y. C. (1996) : East Asian Liberalisation and the Challenge from China, *Brookings Papers on Economic Activity*, Vol. 2, pp. 357-371.
- PINHEIRO, João de Deus (1998) : *Development Partnership Agreement with the ACP Countries*, Commission des Communautés européennes, DG 8, 30 septembre 1998.
- RODRIK, D. (1996) : Understanding Economic Policy Reform, *Journal of Economic Literature*, Vol. 34, No. 1, mars, pp. 9-41.
- RODRIK, D. (1998) : Globalisation, Social Conflict and Economic Growth, *The World Economy*, Vol. 21, No. 2, mars, pp. 143-158.
- RODRIK, D. (1999) : The New Global Economy and Developing Countries: Making Openness Work. *Policy Essay No. 24*. Overseas Development Council, Washington.
- ROEMER, M. (1996) : Could Asian Policies Propel African Growth?, Policy Research Paper, Harvard Institute of International Development.
- ROEMER, M. et M.K. Gugerty (1997) : Does Economic Growth Reduce Poverty? Discussion Paper No. 4, Consulting Assistance on Economic Reform II, Harvard Institute of International Development.
- SACHS, J. (1995) : Alternative Approaches to Financial Crises in Emerging Markets, Discussion Paper for the Basel meetings, SZ, 9-10 décembre 1995.
- SACHS, J. et A. Warner (1995) : Economic Reform and the Process of Global Integration, *Brookings Papers on Economic Activity*, Vol. 1, pp. 1-95.

- SACHS, J. et A. M. Warner (1997a) : Fundamental Sources of Long-Run Growth, *The American Economic Review*, Vol. 87, No. 2, mai, pp. 184-188.
- SACHS, J. et A. M. Warner (1997b) : Sources of Slow Growth in African Economies, *Journal of African Economies*, Vol. 6, No. 3, octobre, pp. 335-376.
- SACHS, J. et N. Bajpai (1998) : Strengthening India's Strategy for Economic Growth, Development Discussion Paper No. 641, Harvard Institute for International Development, Harvard University.
- SACHS, J. et S. Radelet (1997) : Asia's Reemergence, *Foreign Affairs*, Vol. 76, No. 6, pp. 44-59.
- SACHS, J. et S. Radelet (1998) : The Onset of the East Asian Financial Crisis, NBER Working Paper No. 6680.
- SAFADI, Raed et Sam Laird (1996) : The Uruguay Round and Developing Countries, *Journal of World Development*, Vol. 24, No. 7, juillet.
- SCHMIEG, Evita (1997) : Coherence between Development Policy and Agricultural Policy, *Intereconomics*, Vol. 32, No. 1, janvier/février, pp. 35-40.
- SCHON, D.A. (1994) : Hirschman's Elusive Theory of Social Learning, in RODWIN, L. et D. A. Schon, dir. publ. (1994), *Rethinking the Development Experience*, Brookings/Lincoln.
- SRINIVASAN (1988), *Developing Countries and the Multilateral Trading System*, Westview Press.
- STIGLITZ, J.E. (1998) : Towards a New Paradigm for Development: Strategies, Policies and Processes, 1998 Prebisch Lecture at UNCTAD, Genève, 19 octobre 1998.
- STRYKER, J. D. et S. Pandolfi (1997) : Impact of Outward-Looking, Market-Oriented Policy Reform on Economic Growth and Poverty, Discussion Paper No. 7, Consulting Assistance on Economic Reform II, Harvard Institute of International Development.
- TAKATOTSHI, I. (1996) : Japan and the Asian Economies: A 'Miracle' in Transition, *Brookings Papers on Economic Activity*, Vol. 2, mai, pp. 205-260.
- U.S. AGENCY FOR INTERNATIONAL DEVELOPMENT (1998a) : The Development Record and the Effectiveness of Foreign Aid, Bureau for Policy and Program Coordination.
- U.S. AGENCY FOR INTERNATIONAL DEVELOPMENT (1998b) : Gaining Ground: World Well-Being 1950-1995, USAID Evaluation Special Study No. 79.
- VOS, R. (1998) : Aid Flows in the Era of Unstable Financial Markets and Volatile Capital Flows, Institute of Social Studies, La Haye, Pays-Bas.
- WADE, R. (1990) : *Governing the Market: Economic Theory and the Role of Government in East Asian Industrialisation*, Princeton University Press.
- ZARSKY, Lyuba (1999, à paraître) : Havens, Halos and Spaghetti: Untangling the Evidence About Foreign Direct Investment and the Environment. Document préparé pour une conférence de l'OCDE sur l'investissement direct étranger et l'environnement, La Haye.